

éco 121

LE MENSUEL DES DÉCIDEURS DES HAUTS-DE-FRANCE

SEPTEMBRE 2023

#133

www.eco121.fr

D 28899 -133- F: 7,50 €



Comment Méert compte mettre les bouchées doubles P.12

BUREAUX
COUP DE FROID,
SUR LE MARCHÉ
LILLOIS P.37

→ **FILÈRE IMAGES** LES HAUTS-DE-FRANCE SE VOIENT EN HAUT DE L’AFFICHE P.16

→ **FCF** ENGLOUTIT LES DUCS DE GASCOGNE P.32

BESOIN D'UN NOUVEAU VÉHICULE PRO ?



SIMPLIFIEZ VOTRE MOBILITÉ AVEC LA LLD.

LOCATION LONGUE DURÉE :
VÉHICULES, FINANCEMENT, SERVICES
ET CONSEILS INTÉGRÉS.

AGIR CHAQUE JOUR DANS VOTRE INTÉRÊT
ET CELUI DE LA SOCIÉTÉ

Agilauto
L'AUTO EN MODE AGILE



NORD DE FRANCE
ENTREPRISES

Agilauto est une marque de CA Consumer Finance. L'offre de Location Longue Durée LLD Agilauto est commercialisée par CA Mobilité et délivrée par CA Consumer Finance et CA Leasing & Factoring. Offre de Location Longue Durée réservée aux professionnels sous réserve d'acceptation par CA Mobilité SAS au capital de 10 000 000 €, 1 Rue Victor Basch - CS 70001 - 91086 MASSY Cedex, 332 479 133 RCS Yvelines. Intermédiaire d'assurance inscrit à l'ORIAS sous le N°21.007.794 (www.orias.fr). Entretien et Pneumatiques: Isate RCS Nanterre 379 481 690 et Isate Assistance RCS Nanterre 327 081 338. Assistance Dépannage et le Véhicule de Remplacement: EUROPE ASSISTANCE, RCS Nanterre 451 366 805. L'assurance Prête Financière (af) l'assurance (AMO): PACIFICA SA, RCS Paris 352 334 883. Nous vous remercions en fait avec un conseiller AGILAUTO. La LLD ne peut être assortie de l'après d'un conseiller AGILAUTO. Nous n'avons pas le pouvoir de conclure une opération de crédit pour Crédit Agricole Consumer Finance. Centre Régional de Crédit Agricole Mutual Nord de France, Société coopérative à capital variable, agréée au titre du Règlement de Crédit, dont le siège social est : 20 avenue Foch - BP 388, 59020 Lille Cedex, 440 676 559 RCS LILLE METROPOLE. Société de courtage d'assurance immatriculée au registre unique des intermédiaires en assurance, banque et finance (ORIAS) sous le N° 07 018 306 (www.orias.fr). © Crédit photos : iStock, Février 2021 - NO - 2306CT04

Trop de hors-la-loi... et de lois

Tout corps social plongé dans les bienfaits de l'été devrait en ressortir rasséréiné, ragaillard, régénéré, pour pouvoir poursuivre paisiblement l'aventure collective de la vie en société. L'été 2023 a pour le moins dérogé à la règle : un cycle d'émeutes et de pillages jamais vu, et dépourvu de la moindre revendication politique, a montré crûment les limites de notre système. Une certaine jeunesse décérébrée, biberonnée aux selfies et à l'auto-conviction victimaire s'est livrée à des exactions que des forces de l'ordre épuisées ont eu toutes les peines du monde à contenir. Pierre Brochand, ex-patron de la DGSE, chiffre de 100 000 à 200 000 le nombre d'émeutiers...

2 000 personnes avaient déjà condamnées en août dont 600, tout de même, incarcérées.

Pour autant, on ne saurait se contenter d'un clap de fin, et de glisser les cendres sous le tapis en attendant de reconstruire à grands frais. L'épisode

illustre un profond délitement de l'éducation, du corpus de comportements sociaux normalement partagés entre les citoyens, et une banalisation complète de la violence, parfois extrême. Avec en parallèle le sentiment singulièrement délétère d'une société à deux niveaux : celle des citoyens lambda, habitués à respecter la loi, payer leurs impôts, s'arrêter lors d'un contrôle de police, et celle d'une partie de la population vivant – sans guère de conséquences – hors cadre.

OBSESSION TEXTUELLE

Or cette situation d'anomie est d'autant plus dangereuse que dans le même temps, ladite société n'a jamais autant pondu de normes et règlements en tout genre. Un véritable idéal-type de technocratie. Une commission sénatoriale relevait récemment que pas moins de 400 000 normes s'appliquent au monde des collectivités, un vrai cauchemar pour les petits maires. Nous eûmes l'ambitieuse mission Poitrinal-Mandon de simplification, qui n'aboutit hélas à rien. Depuis 2013 existe un conseil national d'évaluation des normes. Mais la folle machine administrative tourne à plein régime. Le sujet est tout sauf anecdotique. Trop de normes étouffe l'économie du pays. Le monde de l'immobilier en sait quelque chose. La France est dans l'état de Gulliver ligoté au sol par des milliers de normes toujours plus sévères, sans doute pétrées de bonnes intentions, mais dont le résultat final est de la paralyser. Il est urgent d'en desserrer l'étreinte et d'en repenser le mode de production. Autrement dit, rendre le sujet à la politique.



Photo ©GregLeduc

sommaire

TENDANCES 4-11

- Top : Aventim lève 25 M€
- Flop : La boulangerie dans le pétrin
- Nomination : Yann Suty nommé rédacteur en chef d'Eco121

GRAND ANGLE 12-21

- Comment Méert compte mettre les bouchées doubles
- Enquête Filière images : Les Hauts-de-France se voient en haut de l'affiche

TERRITOIRES 23-36

- La chambre des comptes tire le signal d'alarme pour Béthune
- Décarbonation : Aluminium Dunkerque passe la surmultipliée

ENTREPRENDRE 38-42

- Sportopia : le textile connecté au service du bien-être
- Négoce de l'acier : Huon repris par deux de ses cadres

DÉTENTE 46-48

- La Piscine : Chagall, le retour
- Gastronomie : Le Gabo, des ambitions et des faiblesses, au cœur de Plaine Images

À PROPOS D'ECO121

Notre magazine est édité par la société Ecopresse. Celle-ci est détenue par trois collèges d'actionnaires représentatifs de l'économie des Hauts-de-France. Le principal pool, de 56%, est constitué de 35 chefs d'entreprises. Le deuxième collège, financier, rassemble Finorpa, Nord Création et la Caisse d'Épargne Hauts de France qui contrôlent 33% des parts. Le dernier bloc est détenu par la Voix du Nord (11%) au titre du collège professionnel. L'indépendance éditoriale du journal est garantie par une charte signée par la totalité des actionnaires. Multicanal, Eco121 est également présent sur le web (www.eco121.fr) où il diffuse un flux régulier d'actus, sur LinkedIn et sur twitter (@eco121).

éco

est édité par Ecopresse, SAS au capital de 162 K€
Siret 528 819 485 00038
Siège social : Ecopresse - Parc Riveo 300 rue de Lille - 59520 Marquette-lez-Lille
Tél. : 03 55 33 21 05
redaction@eco121.fr
www.eco121.fr

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Olivier Verley
DIRECTEUR DE LA RÉDACTION
Olivier Ducuing

JOURNALISTES
Julie Kiavué
Guillaume Roussange
ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO
Anne Henry-Castelbou
Didier Nicolas
Yann Suty
DIRECTEUR ARTISTIQUE
Grégory Leduc

PUBLICITÉ
Rossel Conseil Médias
Tél. : 03 20 78 42 34
contact@rosselconseilmedias.fr

SECRETARIAT GÉNÉRAL
Krisztina Bonieux
Tél. : 03 55 33 21 05

IMPRIMERIE
Imprimerie Jean-Bernard
Groupe Techniphoto
ZAC de Ravennes les Francs
Rue d'Amsterdam
59910 Bondueus

ISSN : 2109-3792

DÉPÔT LÉGAL : à parution

ZÉRO POINTÉ

L'observatoire national de la visite d'entreprise en France a délivré son palmarès bisannuel. Le résultat est piteux pour les Hauts-de-France dont aucune entreprise ne figure dans le top 10 national des trois catégories retenues : agroalimentaire, artisanat et métiers d'art, et Industrie, énergie et environnement. Les champions sont respectivement la Confiserie des Hautes Vosges (260 000 visiteurs), la Verrerie de Biot (PACA, 450 000 visiteurs), et EDF (tous sites, 500 000 visiteurs, devant les Chantiers de l'Atlantique, 46 000). L'entreprise la plus visitée en région est la brasserie Goudale (50 280 visiteurs) (photo).



287M€

C'est le volume total des investissements potentiels (soit 87 projets) identifiés au titre du rebond industriel du Cambrésis (sans compter le projet Agrosti lire page 33). Un chiffre annoncé par le ministre de l'industrie Roland Lescure.

60 000 REBONDS À AMIENS

L'association de soutien aux entrepreneurs qui ont vécu une défaillance d'entreprise pose ses valises à Amiens. Elle y ouvre sa cinquième agence dans les Hauts-de-France après Lille, Dunkerque, Arras et Valenciennes. L'association compte pas moins de 267 bénévoles dans la région, pour 36 nouveaux entrepreneurs accompagnés l'an dernier.



Monsieur 100 000 volts

Le conseil régional s'apprête à nommer incessamment un "Monsieur électromobilité". La filière émergente de la batterie et des véhicules électriques suppose un suivi très fin, estime Xavier Bertrand.



RÉSOLUMENT PHILANTHROPE

En région, une structure philanthropique sur deux est portée par une entreprise. On compte plus de 200 fondations et fonds de dotation actifs. Agissant notamment dans l'action sociale, l'éducation et la formation mais aussi l'emploi et le développement économique local. La dernière enquête nationale de l'Observatoire de la philanthropie de la Fondation de France a souligné le caractère particulièrement philanthrope de notre région. Qui se positionne au 7e rang des régions françaises.

CHASSÉ-CROISÉ

Valeo Amiens, spécialisé dans les embrayages, va transférer une partie de sa production pour véhicules thermiques en Turquie. L'usine picarde doit au contraire se spécialiser dans les technologies d'électrification, à commencer par le lancement d'un triple embrayage dit humide en 2025. Une évolution pas neutre en emplois : le site de près de 900 salariés doit supprimer 89 postes, hors intérim.



Sia chez Maille'Immo

Le groupe Sia, grand acteur du logement social (44 000 logements), rejoint le cluster Maille'Immo au comité de pilotage des start up, au conseil scientifique de l'Action Tank, et au comité de formation.



Sur le marché de l'utilitaire, on passe la seconde dans les **Ets Coquidé**

Avec sa vingtaine d'utilitaires Renault Trucks, Gaëtan Lemoine fait partie des clients fidèles des Ets Coquidé : « Je suis client depuis 1995 et à chaque renouvellement de ma flotte, je peux compter sur les équipes Coquidé pour m'aider dans la configuration de nouveaux véhicules, adaptés au transport de matériel et de personnes pour mon entreprise Lemoine Espaces Verts. J'ai vraiment l'impression d'être dans une relation de partenariat. » Déjà présents sur le marché de l'utilitaire, les Ets Coquidé, souhaitent aujourd'hui y renforcer leur présence, avec les gammes Renault Trafic et Master. Il s'agit de diversifier leur clientèle pour toucher les paysagistes, les métiers de la livraison urbaine mais aussi les commerçants, artisans ou les collectivités. En 2022, leur part de marché était de 17,22%, pour 645 véhicules neufs vendus.

Challenge commercial

« C'est un vrai challenge car on ne sait pas toujours que l'on propose des véhicules utilitaires » précise Agathe Coquidé, responsable communication. L'entreprise s'appuie ainsi sur ses équipes commerciales, mécanique et carrosserie, qui peuvent adapter leurs compétences aux modèles plus petits : « Nous faisons du sur-mesure. En aménagement intérieur, nos équipes sont à même de réaliser des carrosseries spécifiques, planchers et protections intérieures bois, des arrimages spécifiques ou encore des adaptations en fonction du nombre de passagers. »

Maillage territorial

En matière de motorisation, des conseils sont apportés pour choisir le thermique ou l'électrique en fonction des tournées du véhicule utilitaire. Enfin, le service après-vente des concessions est organisé pour suivre au plus près les opérations de maintenance, en appelant en amont le client afin de prévoir les révisions. « Nous sommes ouverts six jours sur sept, avec 93% de pièces disponibles. Et le client peut compter sur un puissant maillage, avec un garage Renault Trucks tous les 30 kilomètres dans un triangle Le Havre, Calais, Reims. » souligne la responsable communication. Depuis le

Les Ets Coquidé & Cie - distributeurs et réparateurs agréés Renault Trucks - souhaitent s'imposer sur le marché de l'utilitaire dans la moitié nord de la France, en s'appuyant sur une personnalisation du service et une proximité territoriale.

ter juillet 2023, l'entreprise a en effet racheté 8 concessions Renault Trucks en Picardie, dans la Marne et les Ardennes, confortant sa position parmi les distributeurs poids lourds en France.

Un service différencié

Certes, le service est plus cher que dans une concession automobile. Mais les Ets Coquidé mettent en avant un prix de revient au kilomètre plus intéressant grâce à une personnalisation de l'utilitaire et une forte réactivité en matière de réparation et service après-vente. « Cela permet d'exploiter le véhicule au maximum. Nous nous occupons de tout, de la définition du cahier des charges au financement et à l'accompagnement administratif, jusqu'au contrat d'entretien et la reprise », conclut Agathe Coquidé.



LE
TOPCONSTRUCTION BOIS :
AVENTIM LÈVE 25 M€

Malgré un contexte immobilier chahuté depuis de longs mois, il y a parfois de bonnes nouvelles. Cet été, le promoteur aménageur de Wasquehal Aventim a ouvert, pour la première fois, son capital à la société de capital-investissement Omnes. Une participation minoritaire, à hauteur de 25 M€, mais essentielle pour Aventim qui entend intensifier son développement, axé sur la transition écologique, et poursuivre ses projets immobiliers durables en bois. Le promoteur supervise actuellement environ 100 000 m² d'opérations répartis sur ses trois territoires, Lille, Bordeaux et Nantes. Son président fondateur Hugues Joubert se dit « assez serein sur les années à venir, même si le marché tourne au ralenti ». Le dirigeant annonce vouloir ouvrir à nouveau une partie de son capital à ses salariés d'ici fin 2023. Le groupe Aventim, qui vient de lancer sa marque de coworking Howell, réalisera cette année plus de 100 M€ de transactions avec ses 70 collaborateurs. Parmi ses dernières réalisations inaugurées dans la métropole, l'immeuble de bureaux Le Pearl pour le compte de Newton Offices à Marcq-en-Barœul (photo).



« IL FAUT ARRÊTER
DE CRITIQUER
LA GÉNÉRATION
SUIVANTE ! »

Yann Orpin,
président du Medef Lille Métropole,
lors de l'université des entrepreneurs
le 6 juillet à Entreprises & Cités.

LE
FLOPLA BOULANGERIE
DANS LE PÉTRIN

Les boulangers éteignent leurs fourneaux à la pelle. Selon nos confrères de la Voix du Nord, pas moins de 10% des boulangeries du Nord et du Pas-de-Calais ont ainsi mis la clé sous la porte en un an. La fédération régionale de la boulangerie-pâtisserie fait état précisément de 110 établissements fermés. La crise de l'énergie n'y est évidemment pas pour rien, à laquelle s'est ajoutée l'envolée des prix des matières premières, qui ont déstabilisé tous les équilibres économiques. S'agit-il d'une

crise grave mais passagère ou d'un mouvement de fond qui menace durablement la filière ? Question brûlante à suivre, assurément.

"J'AI EU LE COUP DE Foudre POUR LILLE"

Nik Haidar,

nouveau président de la CCI britannique à Lille



"ILS ONT UNE OBLIGATION DE RÉSULTATS !"

Roland Lescure,

ministre de l'industrie, à propos de Nestlé qui ferme son usine SPAC (Buitoni) de Caudry. Selon le ministre venu dans le Cambrésis le 28 août, il existe des pistes mais encore trop émergentes pour en parler.



"L'AÉROPORT DU TOUQUET VA BIENTÔT VIVRE UN TOURNANT HISTORIQUE EN PRENANT LE NOM D'AÉROPORT INTERNATIONAL ELIZABETH II DU TOUQUET-PARIS-PLAGE. (...) QUE LE ROI CHARLES III AIT ACCEPTÉ NOTRE PROPOSITION RENFORCE ENCORE LA STRATÉGIE QUI VEUT AFFIRMER LE TOUQUET COMME LA PLUS BRITANNIQUE DES STATIONS FRANÇAISES"

Daniel Fasquelle,

Maire du Touquet-Paris-Plage

"ON ANTICIPE 10% DE FERMETURES"

Pierre Marchica,

président des Brasseurs des Hauts-de-France, à propos de la menace pesant sur les 200 brasseries régionales, suite aux hausses des coûts, dans une interview à la Voix du Nord le 30 juillet

"CE CHANTIER N'EST PAS CELUI DU SIÈCLE, C'EST CELUI DES DEUX SIÈCLES"

Jean-Michel Viot,

directeur de l'ICAM, à propos de la restructuration de l'école de la Catho pour un budget de 32 M€, cité par la Voix du Nord le 29 août

6 SEPTEMBRE : Les Pépites IRD, Cité des Echanges, Marcq-en-Baroeul, 19h

7 SEPTEMBRE : Inauguration du Vivalley Center d'Eurasanté, Liévin, 18h

14 SEPTEMBRE : Journée rencontres de l'éco-transition du CD2E « Outils et financements », Loos-en-Gohelle, dès 8h30

16 SEPTEMBRE : Comité Grand Lille « Quels réseaux de métropoles pour la région Hauts-de-France ? », Entreprises et Cité, Marcq-en-Baroeul, 8h

21 SEPTEMBRE : Soirée rencontre des clubs d'entreprises de l'Aisne et conférence avec Philippe Bloch (Fondateur de Columbus Cafe), CCI Aisne, Saint-Quentin, 18h

26 SEPTEMBRE : Conférence Coface/CCI International « Commerce international : incertitudes géopolitiques, économiques, climatiques et énergétiques », CCI Hauts-de-France, Lille, 18h

2 OCTOBRE : « La Nuit du Commerce » (sur inscription), Serre Numérique, Valenciennes, 18h30

3 OCTOBRE : Rencontres territoriales Canal Entreprises : avancement du Canal Seine-Nord Europe et opportunités pour les entreprises régionales, Artois Expo, Arras, 8h15

5 OCTOBRE : Soirée Invest'InnoVe, siège Banque Populaire du Nord, Marcq-en-Baroeul, 17h30

YNSECT

Shankar Krishnamoorthy est le nouveau Pdg d'Ynsect, qu'il a rejoint en 2021 comme directeur du développement international. Il succède à Antoine Hubert qui devient le nouveau directeur de l'innovation.

Auparavant, Shankar Krishnamoorthy a occupé pendant 15 ans différentes responsabilités dans la construction, la gestion de projets, le marketing et le développement au sein de Bharat Heavy Electricals, principal constructeur indien de centrales électriques. En 1997, il est nommé Dg d'Engie, toujours en Inde, pour le sud de l'Asie. Il pose ses valises à Paris en 2017 en tant que directeur général adjoint d'Engie, chargé de la stratégie, du développement, de la recherche et de l'innovation entre autres. Et ce, jusqu'en 2021.

CCI BRITANNIQUE À LILLE

Nik Haidar, 54 ans, est le nouveau président de la CCI britannique de Lille. Celui qui a débuté comme journaliste à la BBC à Londres en 1990, neuf ans plus tard, devient chef de



produit sénior au sein du groupe de télévision britannique NTL. Avant de rejoindre en 2001 l'antenne londonienne du fournisseur d'accès à Internet de l'italien Tiscali dont il a pris la direction produit international en 2004. Par la suite, il a occupé le poste de directeur développement produit chez Telstra Europe, directeur

commercial d'Experian QAS mais aussi directeur de Four23 Management Ltd. Il s'installe à Lille en 2020 pour prendre la présidence de Four23 Consulting et la direction générale du développeur de logiciels Vélocitech.

GROUPAMA NORD-EST

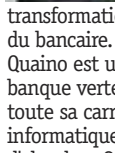
Laurence Bauduin, 47 ans, actuaire diplômée de l'Institut de Statistique de Sorbonne Université, succède à Patricia Lavocat Gonzales, au poste de Dg



de Groupama Nord-Est. Elle rejoint Groupama en 2007 via Gan Patrimoine, avant d'intégrer en 2011 Groupama Gan Vie où elle occupe les fonctions de directrice actuariat puis celles de directrice financier. En 2015, elle prend la direction de l'établissement Nord de Groupama Nord-Est. Puis la direction générale de Gan Prévoyance en 2019, son dernier poste.

CRÉDIT AGRICOLE NORD DE FRANCE

Joël Quaino devient DRH du Crédit Agricole Nord de France, où il remplace Fabienne Hallereau, nommée directrice de la



transformation, de l'assurance et du bancaire. A 58 ans, Joël Quaino est un pur produit de la banque verte où il a effectué toute sa carrière. Diplômé en informatique industrielle, il entre d'abord au Crédit Agricole du Lot-et-Garonne, sa région natale, avant de rejoindre la caisse

régionale d'Aquitaine en 2008. Il rejoint la Caisse de Charente-Périgord en 2015 directeur des ressources humaines et transformation, puis à partir de 2021 comme directeur commercial, réseau assurance et banque privée. La caisse de Crédit Agricole Nord de France compte quelque 3 000 salariés.

**BLOUANGER**

Emilie Soleri

prend la direction de Boulanger, suite au départ d'Emmanuel

Deschamps en novembre dernier. La Nordiste, maître en langues étrangères appliquées, a débuté en 2004 chez La Redoute au département achat et sourcing textile de maison. Avant de rejoindre Auchan Retail où elle évoluera pendant 11 années. Elle a été chef de produit web textile de maison, directrice de l'offre puis du e-commerce. Avant d'être nommée Dg de Chronodrive en 2017. Quatre ans plus tard, retour chez Auchan Retail en tant que Dg déléguée chargée du marketing, du e-commerce et du digital, son dernier poste.

LOUVRE-LENS

Annabelle Ténèze deviendra cet automne la nouvelle directrice du musée Louvre-Lens. Elle succèdera à Marie Lavandier, élue



présidente du Centre des monuments nationaux. Diplômée de l'École nationale des Chartes et de l'Institut national du Patrimoine, elle a débuté en 2006 comme conservatrice du patrimoine au Musée national Picasso-Paris.

Avant de prendre la direction du Musée d'art contemporain de la Haute-Vienne - Château de Rochechouart dès 2012. Cinq ans plus tard, elle devient directrice générale des Abattoirs, institution qui regroupe le Musée d'art moderne et contemporain de Toulouse et le Fonds régional d'art contemporain Occitanie Toulouse.

DISPARITION

Christian Thomas, l'ancien président du pôle de compétitivité Team2, dédié à l'économie circulaire, est décédé le 5 juillet. Ce polytechnicien, ancien cadre dirigeant de Metaleurop était une figure majeure de l'économie circulaire en région. Il avait depuis consacré 25 années à la valorisation des cartes électroniques, et à l'économie circulaire, avec des fortunes diverses. Son entreprise, Terra Nova, à Isbergues, s'était ainsi heurtée à la crise financière et à l'effondrement des cours. Mais il était reparti dans une double aventure, à Sedan avec une usine d'envergure, et à Quesnoy-sur-Deûle, à travers Terra Nova Développement avec son associé Michel Trabuc, et en partenariat avec le CNRS. Il s'agit d'un projet similaire de récupération des métaux stratégiques. Spéléologue à ses heures, Christian Thomas était l'une des figures les plus marquantes de l'économie circulaire dans la région. « Team2 perd l'un de ses artisans : un homme de science, érudit, passionné et avide de transmettre », a rendu hommage Frédéric Heymans, son successeur au pôle Team2.

**PORTRAIT EXPRESS****Eco121****Yann Suty**

Du journal du textile à l'économie des Hauts-de-France

Eco121 a le plaisir d'accueillir Yann Suty dans son équipe comme rédacteur en chef, une création de poste. Lillois d'origine, diplômé de Sciences Pô Lille, titulaire d'une maîtrise en science politique (Paris I) et diplômé de l'ISIC, il a débuté dans l'univers du marketing et de la publicité avant de rejoindre le Journal du Textile en 2006. Il en prendra la rédaction en chef quelques années plus tard. Il restera 16 ans dans ce qui fut la référence de la presse textile en France, jusqu'à la disparition du titre fin 2022. Agé de 45 ans, marié et père de deux enfants, Yann est aussi romancier à travers Cubes (2009) et les Champs de Paris (2011) et auteur de nouvelles. Il a également cofondé le site de critiques de livres « La cause littéraire ».



Filière Start Innovation CIC
Un réseau de spécialistes
qui accompagnent l'innovation
aux 4 coins de la France.



Construisons dans un monde qui bouge.

REVIVAL EN PISTE POUR LE RECYCLAGE DE BASKETS



La piste cyclable en semelles de baskets recyclées, créée par Revival, a été construite sur un ancien chemin communal de Pont-à-Marçq, au bout de la rue Rolande Pastant.

« Ce n'est pas fréquent d'avoir une première mondiale en Pévèle Carembault ! » Le président de la communauté de communes Luc Foutry a en effet de quoi être fier. Après deux ans de travail, son territoire, plus précisément la commune de Pont-à-Marçq, accueille la toute première piste cyclable fabriquée non pas en enrobé bitumeux, ou en pneu, mais en « stonegom ». Un matériau à base de semelles de chaussures de sports recyclées entièrement mis au point (et breveté) par Revival, après 18 mois de R&D avec un laboratoire partenaire de l'IMT Nord Europe. Pour cette expérimentation, la start up tourquennoise fondée en 2021 (cf Eco121 n°114) a largement été soutenue par l'Ademe, Bpi, la Région et bien sûr Pévèle Carembault qui a financé l'entièreté du projet.

Pour cette piste cyclable, longue de 272 m sur 3 m de large, la jeune pousse a utilisé un mélange de résine époxy, de 30% de broyat de semelles en caoutchouc (soit 1,15 tonnes) et 70% de pierre de lave, favorable à l'écoulement des eaux. Aussi appelée pouzzolane, la pierre est extraite et traitée par un partenaire de Revival, un carriériste en Haute-Savoie.

ALTERNATIVE AU PNEU

« Le stonegom est plus drainant qu'une piste cyclable classique. Il offre une meilleure adhérence, résiste au gel et dégel, assure une meilleure réparabilité, est recyclable à l'infini... toutes ces caractéristiques techniques en font une alternative très

intéressante au pneu, dont l'utilisation en tant que revêtement sera interdite par la loi dès 2028 », explique Marie Soudré-Richard, associée-fondatrice aux côtés de Guillaume Haffreingue et Hélène Guerret. Par ailleurs, cette piste cyclable en stonegom permettrait d'économiser 37 kg de CO2 par rapport au bitume.

« Voir cette piste concrétisée est une vraie satisfaction pour une jeune entreprise comme nous, poursuit Guillaume Haffreingue. On est dans l'expérimental. Mais on espère que ce partenariat avec Pévèle Carembault ouvrira la voie des discussions avec la MEL et des villes comme Roubaix ».

REVIVAL VISE LES 2 500 TONNES TRAITÉES EN 2024, AVEC SES SEPT SALARIÉS, ET LES 2,5 M€ DE CHIFFRE D'AFFAIRES

Revival en a encore sous le pied. Ses dirigeants imaginent déjà de nouveaux débouchés pour son stonegom, comme des sols sportifs intérieurs hydrophobes et lavables. Mais aussi de nouvelles matières premières à l'instar des balles de tennis, de chambres à air de vélo ou du caoutchouc des matériaux utilisés dans l'industrie automobile.

Depuis 2022, Revival a collecté et traité une centaine de tonnes de chaussures. Elle vise les 2 500 tonnes traitées en 2024, avec ses sept salariés, et les 2,5 M€ de chiffre d'affaires.

CYBERSÉCURITÉ : OVERSOC LÈVE 3,8 M€ EN SEED

Trois ans après sa création, la jeune pousse lilloise OverSOC, experte en lutte contre les cyberattaques, est bien décidée à passer la seconde. Elle vient d'annoncer la levée de 3,8 M€ en amorçage auprès de ses investisseurs historiques Alacrité France et Finovam (20% du budget) et des fonds spécialistes CyberK1 et Auriga Cyber Ventures. Avec cette enveloppe, OverSOC entend doubler de taille et atteindre la quarantaine de salariés d'ici fin 2023. Elle recherche pour cela des profils spécialisés dans l'infrastructure, le SOC (Security Operation Center), des ingénieurs R&D en data et en IA ainsi que des développeurs de média interactif numérique et des commerciaux. En parallèle, OverSOC prévoit d'accélérer sa R&D pour optimiser son logiciel et diversifier ses partenaires. « Nous sommes ouverts à de nouvelles collaborations avec des entreprises partageant notre vision et souhaitant contribuer à la création de la cartographie des risques cyber la plus complète et précise en Europe », indiquent ses cofondateurs Théo Plantier et Soufian Maaté. Dont l'objectif premier est de devenir la référence de la cartographie à l'échelle européenne.



Grâce à une interface 3D, adoptant les codes du jeu vidéo, le logiciel développé par OverSOC offre une visualisation en surface des cyberattaques. Permettant de les anticiper et de les contrer plus rapidement.

La jeune pousse, lauréate d'un appel à projet de l'Agence Innovation Défense (AID) et du ComCyber, a rejoint récemment le programme d'accélération Cyber@StationF de Thales. Par ailleurs, elle fait partie du programme d'accélération technologique du ministère des Armées depuis cette année.

 Save the dates !

7 septembre

Inauguration du site d'excellence Vivalley Center, l'incubateur d'Eurasanté de start up et entreprises du sport, santé et bien-être à Liévin dès 17h30.

Adresse : Chemin du Marquage, Liévin

19, 20 et 21 septembre

Mobil'In, premier événement consacré à la mobilité urbaine en Hauts-de-France.

Un rendez-vous autour des enjeux de mobilité pour le territoire. Avec au programme, un showroom des start up de la mobilité le 19 septembre à

Euratech, mais aussi des tables rondes ; « Financer les start up de la mobilité pour une filière pérenne » le 20 septembre à Transalley et « Les solutions pour un territoire innovant et une mobilité à faible émission » le 21 septembre à la Move Factory.

Programme et informations sur mobilin-2023.fr

22 septembre

3e édition du i-Lab Academy. Retours d'expérience et conseils d'experts pour booster la candidature des projets accompagnés au concours i-Lab. De 10h à 12h au bio incubateur d'Eurasanté à Loos.

5 octobre

Soirée Invest'Innove dès 17h30 au siège de la Banque Populaire du Nord à Marcq-en-Baroeul.

Digital InPulse Lille : Arkady et Reyouzz sacrées

Huawei a dévoilé ses lauréats 2023 du Digital InPulse. A Lille, deux jeunes pousses ont été récompensées sur les sept présélectionnées. Arkady, installée à Lille et incubée à Euratech, remporte le 1er prix. A destination des institutions privées et publiques, sa solution Saas améliore la veille ou encore la gestion des ressources matérielles ou humaines grâce à des services de géolocalisation. Le second prix a été attribué à Reyouzz pour sa borne de collecte connectée qui permet de recycler un produit contre un bon d'achat ou un rachat. Arkady et Reyouzz rejoignent le club alumni de Digital InPulse. Elles seront accompagnées dans le développement de leur activité à l'international.

Scale-up de l'éco-construction

Le groupe familial de construction Rabot Dutilleul a

fait appel à Euratech pour créer « l'éco-construction hackathon & startup founders contest ». Ce concours, prévu sur le site Blanchemaille d'Euratech à Roubaix, aura pour principal objectif de sélectionner les futurs cofondateurs d'une nouvelle jeune pousse spécialisée dans l'éco-construction. Les épreuves se dérouleront en trois étapes. Du 27 au 29 septembre où les participants repenseront la solution d'éco-construction proposée par Rabot Dutilleul. Trois équipes seront sélectionnées pour l'étape suivante. Du 29 septembre au 16 octobre, les équipes devront élaborer un business model, un business plan et définir une stratégie de commercialisation. Enfin, le 16 octobre, troisième et dernière étape, sera consacré au pitch final et à l'annonce de l'équipe vainqueur. Qui aura l'opportunité de développer sa startup, contre une prise de participation de Rabot Dutilleul, et de bénéficier d'une accélération dans la verticale PropTech d'Euratech.

Les candidats, individuellement ou en équipe déjà constituée, ont jusqu'au 15 septembre pour postuler à ce hackathon : www.euratechnologies.com, puis taper « Hackathon » dans la barre de recherche.

1,5 M€

C'est le montant récemment levé par Charlie Solutions lors de son tout premier tour de table. La start up lilloise spécialisée dans la gestion de parc matériel dans le secteur de la construction a obtenu son financement auprès de Nord Création, Finovam 2, NFA et d'un consortium d'entrepreneurs français. Charlie Solutions investira ses fonds dans sa technologie d'automatisation des process de suivi et de gestion ainsi que dans les RH pour compléter ses équipes commerciales. Créée en 2020, la jeune pousse emploie 10 salariés. Sa solution a séduit une vingtaine de clients tels Veolia, Eiffage ou encore le groupe de BTP NGE.

COMMENT MÉERT COMPTE METTRE LES BOUCHÉES DOUBLES

La célèbre maison tricentenaire de la rue Esquermoise va délocaliser sa production à Fives-Cail. De quoi débloquer son formidable potentiel de croissance, en France, sur le e-commerce et à l'international. Le début d'une nouvelle ère ?

TEXTES Olivier Ducuing





Méert ouvrira fin septembre une boutique à Paris sous forme d'atelier gaufres. Un concept qui pourrait être facilement dupliqué.

« **L**h tio ! Mondialise ! » Repreneur de Méert en 1996 avec plusieurs associés, Thierry Landron se souvient encore du conseil d'un certain Gérard Mulliez. L'entreprise, née au XVII^{ème} siècle, était gérée depuis 100 ans par la même famille, les Cardon. En 1996, Benoît Cardon n'a pas de successeur et Thierry Landron, alors expert comptable à la Fiduciaire du Nord (devenue KPMG), saisit l'occasion de se lancer. Méert est alors à l'étiage, avec seulement 13 salariés et 400 000 francs (60 K€) de chiffre d'affaires, et la rue Esquermoise est à l'époque en détresse, avec de très nombreux pas de porte à céder. « *J'aurais dû racheter toute la rue* », plaisante Thierry Landron aujourd'hui.

LA COVID, UN ÉLÉMENT DÉCLENCHEUR

La célèbre maison aura connu en 27 ans diverses fortunes, avec par exemple deux ouvertures avortées à Bruxelles et rue Saint-Germain à Paris. « *A l'époque, on pensait ouvrir 10 boutiques à Paris, mais sans moyens et sans connaissance dédiée au développement de marques. A Bruxelles, on s'est fait encercler et étouffer par les chocolatiers*

bruxellois, on s'est fait découper en rondelles ! », se souvient avec son humour caustique Thierry Landron. La période Covid a permis à l'entreprise de repenser son modèle. « *Cela a été un élément déclencheur. La Covid a révélé nos faiblesses mais aussi tout notre potentiel* », raconte le dirigeant, qui s'est adjoint les services d'un spécialiste de la marque, un ex de chez Lenôtre qui a beaucoup développé en Chine. Le e-commerce s'est envolé en flèche, pour représenter aujourd'hui 10% des ventes en boutiques. Méert s'est adaptée au phygital avec un service en test chez Chronodrive qui permet de s'affranchir des files d'attentes. Elle a pris place dans les réseaux sociaux, Instagram, Facebook et même TikTok et s'enorgueillit de compter déjà 100 000 followers. Méert a noué un partenariat avec Louis Vuitton pour installer un salon de thé Méert à l'étage de la boutique du vieux Lille (l'ex Huître). Les espaces de la rue Esquermoise ont été repensés, réaménagés, focalisés sur l'expérience client. Résultat : « *ça ne désemplit pas !* » Le restaurant du musée la Piscine à Roubaix, est lui aussi un succès. La dernière boutique à Paris, rue Elzevir (dans



LE PARI DE L'EXCELLENCE

Méert, labellisée Entreprise du Patrimoine Vivant (EPV), joue la carte du luxe. Dans le bureau de Thierry Landron, trônent des caisses de vanille de Madagascar et de cannelle du Sri Lanka, aux parfums suaves qui embaument les lieux. « *C'est de l'or ! On est les seuls à acheter cette qualité là, on utilise les meilleurs produits* ». Le dirigeant rejette l'idée d'industrialiser son activité. « *Notre sujet, c'est le tour de main, le savoir-faire manuel !* » ■



le Marais), fonctionne très bien. Et sera rejointe fin septembre par une autre boutique mais sur un nouveau concept d'atelier gaufre. Méert entend bien réussir ses JO 2024. Et Paris offre un potentiel certain pour d'autres implantations dans des quartiers alliant pouvoir d'achat et flux élevés. La marque pourrait aussi rayonner à l'international (le conseil de Gérard Mulliez a donc fait son chemin !) avec une réflexion en cours pour ouvrir à Washington, avec un lillois qui s'est installé outre-Atlantique comme pâtissier.

PERSPECTIVES DÉBRIDÉES

Méert affiche aujourd'hui un chiffre d'affaires qui tangente les 12 M€. « 2019 avait été une excellente année, nous avons fait davantage en 2022 tout en ayant fermé la boutique Saint Germain et Bruxelles », sourit Thierry Landron, évoquant une poussée de 20% sur la seule boutique du Vieux Lille. Et les perspectives vont se débrider. Car l'entreprise historique est extraordinairement contrainte par des installations très

exiguës et malcommodes, 1 000 m2 tout de même. Il faut faire preuve d'une ingéniosité de tous les instants pour que la chorégraphie des ateliers, du restaurant, du salon de thé, de la boutique et les milliers de visiteurs quotidiens se passe sans anicroches. Thierry Landron a donc saisi l'opportunité de la réhabilitation de l'immense friche Fives-Cail (lire ci-contre), où la ville pousse à l'émergence d'un cluster des métiers de bouche, pour y transférer ses ateliers et ses bureaux. Une halle dédiée de 2 500 m2 va voir le jour à horizon 2027, avec un confort de travail sans comparaison, à proximité immédiate du lycée hôtelier. 2027, cela tombe bien, c'est aussi l'échéance de remboursement d'un PGE et de certains emprunts, qui donnera de nouvelles marges à l'entreprise. De quoi s'autoriser une feuille de route ambitieuse, avec deux ouvertures de boutiques par an, imagine Thierry Landron, qui anticipe déjà de nouvelles activités de type séminaire dans les espaces libérés du Vieux-Lille ■

Méert en chiffres

Première confiserie rue Esquermoise : 1661

Création officielle : 1761

Chiffre d'affaires 2022 : 12 M€

Effectif : 110





FIVES-CAIL : UN PROJET PHARAONIQUE RIVE DROITE DE LILLE

Méert va implanter son atelier de fabrication et ses bureaux dans un ensemble de 2 500 m² qui desserrera enfin, début 2027, les contraintes d'une production en hypercentre. Pas moins de 70 salariés sur les 110 de la rue Esquermoise devraient rejoindre le nouveau site. Ce dernier sera porté par la Foncière de l'Erable (Crédit Agricole), Soreli sera promoteur, et Méert locataire. La charpente métallique sera reconstruite à l'identique et la façade historique sera préservée pour préserver une architecture au caractère industriel. Méert investira en direct seulement 0,5 M€ dans les nouveaux équipements, et transférera une grande partie de ses outils actuels. Elle rejoindra un cluster des métiers de bouche, qui a débuté avec l'implantation d'un lycée hôtelier, et qui se poursuit avec l'arrivée de la brasserie la Capsule, parmi d'autres. La Soreli aménage ici 25 hectares

d'anciennes friches industrielles, au prix d'un investissement public majeur (155 M€ dont 83 M€ de la MEL et 34 M€ de Lille). « *C'est une opération d'une complexité folle, on démolit à la petite cuiller* » décrit Fabienne Duez, sa directrice, fière du savoir-faire de la SEM pour gérer cette réhabilitation qui fait figure de laboratoire urbain XXL.

A l'origine le site comptait pas moins de 17 ha de halles bâties. Certaines ont commencé à être démolies ou réhabilitées, sur un rythme très progressif, Martine Aubry ayant choisi la patience pour réurbaniser ce quartier industriel, sur le concept de mixité de logements mais aussi de mixité fonctionnelle. Et dans une logique d'économie circulaire : les pavés sont réutilisés (sciés en deux pour en avoir suffisamment) et pas moins de 3,6 millions de briques seront recyclées, tandis que les 5 hectares de toiture alimentent des cuves gigantesques ca-

pables d'absorber jusqu'à 1800 m³ d'eaux de pluie.

LE TÉLÉFÉRIQUE, TOUJOURS PENDANT

Le quartier est encore enclavé du reste de Lille par la voie ferrée et le périphérique. Une piste cyclable sera aménagée tandis que les transports en commun seront privilégiés pour assurer la continuité des mobilités. Déjà aujourd'hui, on met 10 minutes porte à porte à vélo, non sans danger, entre le siège de Méert et le quartier (nous l'avons testé!). L'idée du téléphérique, lancée il y a plusieurs années pour relier Fives à Saint-Sauveur, reste ouverte ■ O.D.

"ICI, ON DÉMOLIT À LA PETITE CUILLER"

Fabienne Duez, Soreli

Fabienne Duez, directrice de la Soreli, SEM en charge de l'aménagement du quartier, et Thierry Landron, dirigeant de Méert, devant la halle qui accueillera les ateliers et les bureaux de la vénérable institution à horizon 2027.



FILIÈRE IMAGES

LES HAUTS-DE-FRANCE SE VOIENT EN HAUT DE L’AFFICHE

Voilà plus de 40 ans que la région fait le pari de la production cinéma, audiovisuelle et jeux vidéos. Mais la dynamique s'accélère nettement. Terre d'images et d'industrie créative, les Hauts-de-France surfent aujourd'hui sur une demande mondiale très tonique. Armée de ses forces vives, la région entend bien apparaître au générique. Moteur, ça tourne (fort !).

TEXTES Julie Klavué

- 775 jours de tournage par an en Hauts-de-France
- 200 talents formés chaque année pour le seul secteur du cinéma d'animation
- 22 M€ de retombées économiques annuelles liées aux productions réalisées en Hauts-de-France
- 75 000 lieux potentiels à disposition pour accueillir des tournages
- 3 sites d'excellence : Plaine Images, Serre Numérique et Wallers-Arenberg

Elles se nomment « Germinal », « Les papillons noirs », « Les Petits Meurtres d'Agatha Christie » ou encore « HPI ». Le point commun entre toutes ces productions pour le petit ou le grand écran ? Toutes ont été tournées en Hauts-de-France ! Face ô combien visible d'une filière en plein essor : avec ses déjà 5 000 emplois, 500 entreprises, sa trentaine de formation et ses sites d'excellence, notre région lorgne les rôles principaux. « On s'est très tôt saisi de cette question de l'image contrairement à d'autres régions, rappelle Emmanuel Delamarre, patron de Plaine Images, hub et site d'excellence de la filière, à Tourcoing. *Même si certaines ont pu copier ce qui se faisait déjà chez nous et nous dépasser, notre expertise dans l'industrie créative est historique* ».

Nous disposons en effet d'infrastructures, de talents, de pépites expertes à l'instar d'Ankama dans la création numérique, Nacon (filiale du géant Bigben Interactive) pour les jeux vidéos ou encore d'Hikari pour l'audiovisuel... Bref, d'atouts indéniables pour couvrir une chaîne intégrée de A à Z pour la production de séries, films et jeux vidéos en tout genre. « Nous n'avons pas à rougir face aux autres régions, estime Flavien Boisson, délégué général chez Noranim, organisation professionnelle régionale du cinéma d'animation (70 M€ de chiffre d'affaires cumulés). *Les talents sont attirés par la qualité des productions nordistes. Les professionnels d'Angoulême eux-mêmes le reconnaissent et nous le disent !* » Ce n'est pas un hasard si le Festival Serie Mania, devenu un rendez-vous populaire et professionnel incontournable, a pris racine à Lille il y a six ans, en dé-



"CHEZ NOUS, IL Y AURA LA PLACE ET POUR MOINS CHER. LES PRODUCTEURS N'ONT PLUS QU'À VENIR !"

**Selim Saïfi,
Les Studios
de l'Union**

pit de la concurrence frontale de Cannesérie depuis la même période. Pas un hasard non plus si l'association a décidé d'implanter ici, en région, la Serie Mania Institute, son école de formation unique en France consacrée aux métiers de production de séries. La métropole lilloise, c'est aussi le choix de l'établissement privé ArtFX, originaire de Montpellier, pour y ouvrir fin septembre les portes de son campus ultra-moderne, dédié à l'image numérique et aux industries créatives. Enfin, ce n'est pas anodin si les Hauts-de-France ont figuré parmi les trois territoires retenus comme prioritaires par le gouvernement pour son appel à projets « La Grande Fabrique de l'image ».

« CO-CURRENCE »

Inédite, cette initiative nationale vise à propulser le pays au rang de leader européen des tournages et productions numériques d'ici 2030. Le gouvernement pose sur la table une enveloppe de 350 M€, vouée à être complétée par les collectivités. Sur 68 projets labellisés, cinq sont issus des Hauts-de-France. « Nous sommes à un moment charnière pour notre filière images », analyse Godefroy Vujicic, directeur général de Pictanovo, l'agence régionale de promotion et de soutien à la filière images numériques et industries créatives. « Cette reconnaissance offrira une accélération significative aux projets ».

C'est tout le souhait du producteur de spectacles et de documentaires Selim Saïfi pour son projet Les Studios de l'Union, l'un des lauréats, au titre de sa « Grande Fabrique de l'image ». Attendus dès 2025 à Tourcoing, avec une centaine d'emplois à la clé, les Studios de l'Union constitueront l'un des plus gros complexes dédié à l'industrie audiovisuelle au nord de la France. « On peut aisément revendiquer la place de base arrière des studios parisiens ou britanniques qui ont atteint leur capacité d'accueil. Chez



« FILM FRIENDLY », LE GUICHET UNIQUE RÉGIONAL

L'initiative est unique en France. Voilà deux ans que l'agence régionale de promotion et d'accompagnement de filière images Pictanovo s'est dotée d'un réseau « Film Friendly ». Ce dernier compte à ce jour 14 villes des Hauts-de-France ; Dunkerque, Arras, Tourcoing, Roubaix, Amiens, Saint-Quentin, Douai entre autres et bientôt Lille. Objectif ? Favoriser, à travers un maillage territorial, l'accueil de tournages dans les villes partenaires et optimiser la promotion de la région auprès des professionnels du cinéma et de l'audiovisuel. « Nous mettons ainsi en place un guichet unique pour ces professionnels avec un interlocuteur référent dans chacune des villes du réseau, explique Godefroy Vujicic, Dg de Pictanovo. Ce guichet a pour but de leur faire gagner du temps dans leurs repérages, l'accès aux décors, aux paysages ou encore dans leurs démarches administratives ». ■

nous, il y aura la place et pour moins cher. Les producteurs n'ont plus qu'à venir ! », sourit Selim Saïfi. Qui poursuit : « Dès le départ, il y a eu une belle dynamique autour du projet. C'est une des particularités de la filière en Hauts-de-France : on pense d'abord intérêt collectif avant de penser concurrence. Ce n'est pas la même chose à Paris ou à Marseille, je peux vous le certifier ! » « Entre nous, on aime parler de co-currence, confirme Laurent Peroy, délégué général de l'organisation professionnelle régionale du jeu vidéo Game In (1 000 emplois, 270 M€ de chiffre d'affaires). On échange, on s'entraide, on crée des projets communs et surtout on se mobilise pour vanter les atouts de notre région en France et à l'international ». « Notre intérêt à tous est le développement de la filière », renchérit son homologue de Noranin.

PRÈS DE 9 M€ D'AIDES À LA PRODUCTION

Ce développement est largement soutenu par une politique forte et volontariste depuis les années 80. Qui s'est traduite entre autres par la création du Centre régional des ressources audiovisuelles, devenu Pictanovo. « Il y a 40 ans, c'était un vrai pari. Il fallait être visionnaire », d'après Godefroy Vujicic. « Il n'y avait pas d'écosystème fédéré et clairement identifié comme aujourd'hui. Chacun travaillait dans son coin », se souvient Emmanuel Delamarre. De fait, une certaine guerre des territoires prévalait régulièrement entre Plaine Image, Wallers-Arenberg et la Serre Numérique d'Anzin pour attirer des projets, avec quelques ratés comme la greffe des serious games, qui n'aura finalement pas pris à Valenciennes. La filière joue aujourd'hui l'union sacrée, tandis que les projets se multiplient.

« Au fil des années, on a vu se créer l'école Supinfocom (Rubika) à Valenciennes, le Fresnoy à Tourcoing, Ankama à Roubaix, l'école Pôle IIID début 2000, suivie de Plaine Images en 2012... Toutes ces initiatives ont dessiné les contours d'une vraie filière et créé des émules », relève Emmanuel Delamarre. Désormais, la Région accompagne chaque année plus de 200 productions, de leur écriture jusqu'à leur dif-



Les équipes du film « Dunkerque » en plein tournage en 2016.

"PICTANOVO ACCOMPAGNE ET SOUTIEN LA PRODUCTION. CE QU'IL MANQUE EN RÉGION C'EST UN ACCOMPAGNEMENT AU DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES EN ELLES-MÊMES"

**Flavien Boisson,
Noranin**

fusion, à hauteur de 8,6 M€. Un montant doublé depuis 2017 avec l'arrivée du nouvel exécutif de Xavier Bertrand.

De quoi nourrir puissamment la santé du secteur. Pour preuve, les Hauts-de-France cumulent 775 jours de tournage par an au compteur. Un chiffre en constant progrès depuis trois ans, observe le Dg de Pictanovo. Avec des retombées économiques importantes : entre 4 et 6€ pour 1€ d'aide publique, d'après le CNC. Selon Pictanovo, chaque année, les Hauts-de-France empochaient plus de 22 M€ de retombées liées à l'emploi, aux services mais aussi au tourisme. 15 ans après « Bienvenue chez les Ch'tis », Bergues reçoit toujours autant de touristes. Tout comme Dunkerque après la sortie de la série « Baron noir » ou du film « Dunkerque » de Christopher Nolan en 2016. « C'est devenu notre carte de visite ! », raconte Marjorie Eloy, adjointe à la Ville chargée des animations. Depuis, la Communauté urbaine de Dunkerque accueille un tournage tous les trois jours, soit une centaine par an.

ARENBERG CREATIVE MINE EN QUÊTE D'UN LEVIER DE CROISSANCE

Le site totem de la Porte du Hainaut se cherche un second souffle, sous la houlette d'un nouveau directeur.

En passant de la houille au numérique, le site de Wallers-Arenberg a réalisé une reconversion à 360° alimentée par plus de 30 M€ d'investissement à ce jour. Ce site de 34 ha, qui accueillit le tournage de « Germinal » en 1992, est l'un des trois pôles d'excellence de la filière images numériques et industries créatives régionale, aux côtés de Plaine Images et de la Serre Numérique. Pourtant,

malgré la présence du laboratoire de recherche DeVisu de l'Université Polytechnique Hauts-de-France, de plateaux TV et de tournage, de régies et de salles de projection, ce sont les séminaires professionnels qui réalisent la majorité de son activité.

Avant la Covid, le site accueillait 50 jours de tournage par an. Depuis, « c'est difficile de déterminer le nombre de jours dédiés aux prises de vue. Cette année, nous avons eu seulement 15 jours au premier semestre. Il y aura peut-être d'autres occasions, l'année n'est pas finie ! », confie Jérôme Copin. Recruté en mai notamment pour donner un second souffle au site, le nouveau directeur

mise entre autre sur l'ouverture au grand public. Car « lorsqu'il n'y a pas d'activité de cinéma, les lieux sont refermés sur eux-mêmes. Notre volonté est de les ouvrir pour qu'on puisse davantage parler d'eux ». Il mise aussi sur le projet « TA-Board » pour lequel le site est lauréat de « La Grand Fabrique de l'Image ».

Évalué à 35 M€, ce programme prévoit de nouveaux équipements, l'agrandissement et la modernisation des studios avec 3 000 m² supplémentaires. Mais aussi la création de 2 000 m² de studios modulables et d'une école pour la formation à l'éco-production ■ J.K.

EMMANUEL DELAMARRE

DIRECTEUR DE LA PLAINE IMAGES

RECUEILLI PAR Julie Kivavé

Atouts concurrentiels, axes de développement, fédération des forces vives... Le directeur de Plaine Images Emmanuel Delamarre déroule la stratégie adoptée par les acteurs du secteur pour permettre à la filière images nordiste de rayonner au-delà des frontières régionales.

La Plaine Images est officiellement née en 2012. Quelle était l'ambition ?

Dès le départ, l'objectif était de créer une structure pour accélérer les sujets d'innovation et de développement économique pour la filière régionale des industries créatives, pour le territoire et à partir du territoire. A l'époque, le projet reposait sur deux piliers, l'audiovisuel et le jeu vidéo. Avec un principe : s'appuyer sur l'existant. On a la chance d'avoir sur le territoire métropolitain Ankama, Nacon et 52 Entertainment, trois structures majeures du jeu vidéo qui rayonnent dans le monde. On s'est appuyé sur leur savoir-faire. Quand on a des modèles comme eux, cela crée une dynamique, fait des émules et donne envie d'aller plus loin.

Depuis, on a rajouté un troisième pilier, la musique. Le lien entre la musique, l'audiovisuel et les jeux vidéos existe depuis très longtemps. Ces milieux doivent se parler. C'est aussi ça l'innovation. Quand l'auteur-compositeur Jean-Michel Jarre organise un concert dans les métavers et rassemble 75 millions de personnes, ça questionne ! Pour agréger ces professionnels, on a développé toute une offre de services comme un programme d'incubation dédié ou encore la signature d'un partenariat avec la Sacem, entre autres.

Votre secteur est extrêmement concurrentiel. Quelle est la stratégie régionale ?

Être toujours en veille sur les innovations et les mouvements du marché pour que nos entreprises régionales s'en saisissent plus vite que les autres. Et ainsi prouver à celles qui ne sont pas sur notre territoire que c'est chez nous que ça se passe ! On se veut suffisamment ouvert sans pour autant se dévoyer. On s'intéresse aux sujets de data, d'IA, de technologies immersives et de blockchain, notamment pour la garantie de la propriété. Mais aussi à la décarbonation de nos



activités. Il y a une claire conscience de l'impact environnemental de nos univers. On ne va pas se voiler la face ! Quand on joue à des jeux en réseau par exemple, évidemment qu'il y a un impact. Maintenant, la question c'est comment on s'organise, on produit et on diffuse différemment.

Est-ce suffisant pour faire la différence à l'échelle mondiale ?

Il y a une forte concurrence, c'est indéniable. Mais sur certains marchés, comme Montréal, la pression sur le marché de l'emploi fait grimper les salaires. Ce qui pose un vrai sujet en terme de rentabilité des productions. Tout cela couplé avec la difficulté à faire revenir les gens au bureau post Covid. C'est pourquoi nous avons des discussions avec des entreprises canadiennes sur d'éventuelles implantations en Europe continentale à travers des antennes. Côté Anglais, le Brexit impose aux studios des principes d'immigration plus lourds et leur coupe l'accès aux fonds européens. Certains cherchent aussi à revenir en Europe en s'associant à ceux déjà sur place. On a donc plusieurs sujets en ce sens.

Enfin, on a la chance d'avoir un socle d'enseignement de haut niveau, d'excellence et de rang international avec Rubika, le Pôle IIID, Serie Mania Institute et depuis peu ArtFX.

Si cette école du sud a décidé de venir s'implanter

“ON VEUT PROUVER
QUE C'EST CHEZ NOUS
QUE ÇA SE PASSE !”

à Tourcoing, c'est qu'il y a un vrai potentiel. On a une capacité à fournir du talent. C'est un point très regardé par les acteurs mondiaux et notamment ceux qui souhaitent venir chez nous.

Avez-vous une réflexion sur l'exportation du modèle Plaine Images ?

C'est une vraie question de fond à laquelle je n'ai pas encore la réponse. Mais on l'évoque avec nos partenaires financiers et institutionnels. C'est une voie de développement possible pour notre filière. Exporter un savoir-faire signé Plaine Images peut être bénéfique pour le cœur du dispositif. On ne s'empêche pas d'y penser et d'expérimenter.

Développement rime avec financement. Ce dernier est-il à la hauteur des ambitions ?

C'est tout l'objectif de Pictanovo depuis sa création. Financer et cofinancer des projets autour du cinéma, du cinéma d'animation, du jeu vidéo. Il y a une vraie volonté régionale d'accompagner nos productions. On a la chance d'être bien armé là-dessus et d'avoir un Conseil régional très présent avec un soutien annuel de 8 M€. Ce qui fait de nous, en terme de fonds, la plus grosse région après Paris. Nos métiers sont particuliers. Dans notre milieu, on accompagne à la fois les entreprises mais aussi leurs projets et leurs œuvres. De l'écriture jusqu'à leur production.



Les futurs Studios de l'Union attendus à Tourcoing.

→ Mais la palme d'Or revient au Château de Chantilly, dans l'Oise qui, parmi les 17 tournages réalisés en 2021, a accueilli pendant un mois une superproduction de Netflix : « The Gray Man » avec Ryan Gosling. Avec ses 200 M\$ de budget, c'est de loin le film le plus cher de l'histoire de la plateforme américaine. Depuis sa diffusion, le Château de Chantilly — choisi par les producteurs parmi une centaine de châteaux européens — ne cesse de voir les visiteurs affluer.

« AUTANT QUE L'AUTOMOBILE »

Cette filière images régionale est-elle au final une simple niche ou une véritable turbine d'attractivité ? « Nous sommes souvent sous-estimés car les gens ne se rendent pas compte du nombre de personnes qu'il faut pour produire les contenus qu'eux-mêmes consomment tous les jours », regrette Godefroy Vujić. « Certes, on n'est pas dans cette posture de monde post-industriel qui annonce des milliers d'emplois avec l'implantation d'une seule usine, lance Emmanuel Delamarre. Nous, c'est sous-marin ce qu'on fait. Ça ne se voit pas. Mais on crée des emplois pérennes et ancrés sur le territoire. »

Jean-Paul Mulot, conseiller régional délégué aux relations internationales, affirme quant à lui (sur LinkedIn) que « les industries culturelles et créatives pèsent plus de 650 mds€ en Europe, (...) autant, voire plus que l'automobile. (...) Oui, les artistes et les auteurs participent à la reconstruction industrielle de ce pays, de nos territoires, au même titre que la Vallée de la batterie ou le Canal Seine Nord ».

La région a toutes les cartes en main. A elle d'en faire bon usage ! ■

« THE GRAY MAN »
PRODUIT PAR NETFLIX
AVEC RYAN GOSLING, A
ÉTÉ TOURNÉ AU CHÂTEAU
DE CHANTILLY. UN FILM À
200 M\$ DE BUDGET, DE
LOIN LE PLUS CHER DE
L'HISTOIRE DE LA
PLATFORME AMÉRICAINE.

SIDE INVEST, NOUVEAU VÉHICULE DU DIVERTISSEMENT NORDISTE

Soutenir l'industrie régionale du divertissement culturel, médiatique, sportif et des loisirs. Telle sera la mission de Side Invest, nouvelle société d'investissement co-crée au cœur de l'été par la Région, IRD et l'Association Familiale Mulliez. Avec un budget à terme de 50 M€, Side Invest, créée pour 12 ans, entend soutenir « des projets structurants ». Le premier à en bénéficier est le Racing Club de Lens qui a récemment créé « le Racing Coeur de Lens », son fonds de dotation.

GROS TRAVELLING AVANT POUR HIKARI

Le plus gros producteur audiovisuel au nord de Paris se lance dans la fiction. Et prépare une levée de fonds.

La dernière bio de Pierre Mauroy diffusée sur Weo et Public Sénat, c'est eux. Un programme diffusé sur Arte sur les enfants ukrainiens kidnappés par les Russes, aussi. Ou encore un documentaire sur les enfants abandonnés en Corée. Hikari est un acteur discret localement mais très présent dans la paysage audiovisuel français. Depuis Lille, son dirigeant Anthony Dufour pilote une équipe de 23 salariés, avec un bureau à Paris, un autre en Chine, sans compter un réseau de journalistes de par le monde qui alimentent un flux important de productions variées. L'entreprise affichait 5,7 M€ de produits d'exploitation l'an dernier. « Certains mois, nous avons 90 fiches de paie », sourit Anthony Dufour. L'activité a triplé en quatre ans. Le journaliste natif de Maubeuge, ancien correspondant de TF1 en Asie, a déjà commencé à diversifier la société en créant un pure player audiovisuel régional, baptisé « Kita ».

En quelques mois, ce canal inspiré de Brut. ou Neo a déjà des millions de vues. Le dirigeant veut aller plus loin en engageant Hikari dans l'univers de la fiction. Une ambition qui exige patience ... et moyens. « Il faut plusieurs années entre le début d'un projet et sa réalisation », confirme Anthony Dufour, qui a plusieurs projets en cours. Parmi eux, une suite de Kamini à Marly-Gomont, avec l'intéressé, 40 ans après sa chanson virale. La seule affectation des résultats (toujours bénéficiaires) aux réserves ne suffit plus face au rythme des productions envisagées, malgré le soutien de Pictanovo. Pour accélérer, la société prépare ainsi une ouverture de capital, avec l'accompagnement de Roscoff Finance, un spécialiste du secteur. « Je crois beaucoup à ce métier, mais il est sous-capitalisé », pointe Anthony Dufour, qui table sur une levée de 2 à 3 millions d'euros d'ici la fin d'année. ■ O.D.

LA RÉGION EN POINTE SUR LA FORMATION HAUT NIVEAU



PÔLE IIID, L'EXCELLENCE DE L'ANIMATION RECONNUE DANS LE MONDE

Forte de ses 20 ans d'expérience, l'école Pôle IIID de la Catho est un pionnier de l'enseignement des métiers de l'image avec ses formations post-bac (licences et masters) en animation 2D-3D, jeux vidéo et illustration. Avec plus d'une centaine d'enseignants et intervenants professionnels, elle forme 360 étudiants par an. Dont certains projets sont régulièrement reconnus et/ou primés, parfois à l'échelle mondiale. Comme le jeu d'enquête sur PC « Gevaudan 1851 » finaliste en mars dernier à l'Independent Games Festival de San Francisco ou le film d'animation « Les Larmes de la Seine », médaillé aux Oscars étudiants 2023 de Los Angeles. Implanté sur quatre sites, Pôle IIID investira à la rentrée 2024 son campus de 5 000 m² (19,4 M€ investis) en cours de construction sur le parc de Plaine Images. A l'ouverture, il regroupera 450 étudiants, 650 à terme.

ARTFX, LE MONTPELLIÉRAIN DU CINÉMA S'ANCRE EN RÉGION

C'est un petit Hollywood qui verra le jour fin septembre à Plaine Images. L'école privée et indépendante ArtFX, née à Montpellier en 2004, a déjà posé ses valises il y a trois ans dans un bâtiment du site d'excellence. Celle qui forme aux métiers du cinéma, des effets spéciaux, de l'animation mais aussi aux jeux vidéo s'apprête à ouvrir les portes de son campus de 6 000 m² flambant neuf après deux ans de travaux. Ses 700 étudiants disposeront de studios de tournage, d'enregistrement, d'espaces de projection et pédagogiques. Mais aussi d'une résidence de 500 logements. Le projet représente un investissement de 45 M€, dont 18 M€ pour l'école.

Entre bac pro, BTS, licences et masters, sans oublier les formations continues, la région dispose d'un arsenal d'enseignement particulièrement riche. Dont certaines écoles d'excellence à la renommée mondiale. Les professionnels peinent à chiffrer les filières formant aux multiples métiers du secteur, tant leur nombre est élevé. Nord France Invest, qui se fonde sur un recensement de la CCI de 2017, évoque 160 filières formant quelque 8 000 élèves par an au sein de 25 établissements. Zoom sur quatre poids lourds.



RUBIKA, EXPERT DE L'ANIMATION, DU JEU VIDÉO ET DU DESIGN

Né Supinfocom en 1988 et devenu Rubika en 2013, l'établissement privé forme des experts de la création numérique. Sur ses campus de Valenciennes, Montréal et Pune (Inde), 1 300 étudiants suivent les cursus bac+5 en animation 2D-3D, jeux vidéo et design industriel. Dispensés en mode projet, les cours sont animés par des professionnels en activité. 90% des diplômés rejoignent par la suite des industriels, des bureaux de conception, des studios de jeux vidéo ou de films d'animation comme Pixar, Sony Imageworks ou Ubisoft, vante fièrement le directeur Stéphane André. Rubika prévoit l'ouverture à la rentrée 2024 d'un campus à La Réunion avec des cursus animation 2D/3D et jeu vidéo identique à Valenciennes. Un projet pour lequel l'école est lauréate de « La Grande Fabrique de l'Image ».



SERIE MANIA INSTITUTE POUR LES TALENTS DES SÉRIES DE DEMAIN

Le Serie Mania Institute, émanant du Festival Serie Mania, a vu le jour à Lille en 2021. Unique en France, il forme les futurs professionnels de l'écriture, de la création, de l'encadrement mais aussi de la technique et de la production de séries. « Jusqu'ici les formations régionales étaient essentiellement tournées vers le cinéma d'animation et les jeux vidéos », decode Marianne Guillon, sa secrétaire générale. Lauréat de « La Grande Fabrique de l'Image », le Serie Mania Institute compte former 400 apprenants par an à horizon 2026. Via 4 filières : le Tremplin, accessible aux 18-25 ans, le master Management des Institutions Culturelles créé avec Sciences Pô Lille, l'Eureka Series ouvert aux scénaristes et producteurs professionnels européens et le Writers Campus, incubateur de scénaristes émergents. Basé en centre-ville de Lille, le Serie Mania Institute devrait déménager à Plaine Images d'ici cinq ans.



Chaque année, l'ADEME soutient plusieurs centaines de projets en Hauts-de-France en faveur de la Transition écologique. Les aides engagées dans la région représentent en moyenne un montant annuel de l'ordre de 100 M€. L'équipe régionale accompagne tous les acteurs (collectivités, entreprises, particuliers) en leur proposant une ingénierie de financement de projets.

EN BREF

Un plan de déplacement par collège

L'Académie de Lille, l'ADEME, la DREAL et le Département du Nord ont engagé depuis 3 ans un programme ambitieux pour doter chacun des 327 collèges du Nord et du Pas-de-Calais d'un plan de déplacement des établissements scolaires (PDES).

Un objectif qui passe d'abord par le recensement des moyens de déplacement utilisés par les élèves, en vue de favoriser les modes alternatifs à la voiture individuelle. En complément un Challenge de l'écomobilité version collège a été organisé en avril dernier, qui a permis de réunir pas moins de 10 000 participants. L'opération sera renouvelée en avril 2024.

Mai à vélo

Vous connaissiez le « dry January » ?

Voici désormais « Mai à vélo ».

Surfant sur l'engouement pour le vélo né pendant le confinement, l'initiative soutenue par l'ADEME vise à promouvoir au maximum l'usage de la petite reine en mai.

Notamment à travers des challenges, par catégories de tailles d'entreprises ou d'organismes : il s'agit de faire le plus de kilomètres à vélo en équipe. Au total, plus de 4 000 événements dont 2 169 challenges ont été organisés en France, permettant d'enregistrer 15,8 millions de kms parcourus. A noter que les Hauts-de-France ressortent largement en tête du classement national, devant l'Ile-de-France et Auvergne-Rhône-Alpes, avec parmi les gagnants de leurs catégories, la société Lesaffre, l'université de Lille, la commune de Villeneuve d'Ascq ou encore le département du Nord.



CDR

MARCHE : EN AVANT, TOUTE !

Dans la conquête ou la reconquête des mobilités douces, il en est une souvent oubliée : la marche. « C'est le mode le plus universel de déplacement, tellement universel que les collectivités ne s'en saisissent pas assez », regrette Mathieu Chassignet, ingénieur mobilité, qualité de l'air à l'ADEME (mathieu.chassignet@ademe.fr). L'agence de la transition écologique s'est saisie de cet enjeu pour lui donner un coup d'accélérateur.

Car la marche couvre beaucoup de problématiques, au-delà de la seule mobilité : c'est un axe de santé publique, notamment pour lutter contre la sédentarité - le nombre d'enfants allant à l'école à pied a baissé de moitié en trente ans -, c'est aussi un outil d'attractivité pour les communes, pour redynamiser la vie des centres villes.

Par ailleurs, la mise en sécurité des parcours piétonniers est un enjeu notamment pour les publics les plus fragiles comme les enfants, les personnes âgées ou souffrant de certains handicaps. L'ADEME a lancé un appel à projet national autour de trois dimensions : le financement d'études stratégiques pour amorcer une politique favorable à la marche ; le financement

d'expérimentations, à l'exemple de la piétonnisation de certains axes ; et le soutien à des actions de communication et d'animation autour de ces sujets.

Et ça ... marche ! Les collectivités ont répondu largement présentes, avec 120 candidatures nationales dont une douzaine dans les Hauts-de-France, pour beaucoup à l'échelon communal. « Ces actions ont des effets importants avec un investissement public limité », souligne Mathieu Chassignet. Les lauréats seront annoncés en septembre.

L'ADEME poursuit en parallèle sa promotion de l'usage du vélo. En cinq ans, pas moins de 600 territoires, dont près d'une centaine en Hauts-de-France, ont été accompagnés. Un vrai mouvement de fond qui touche jusqu'aux zones parfois très rurales. Il faut dire que l'enjeu économique est considérable : une étude a évalué à 8 milliards d'euros par an les retombées économiques du vélo en France, dont la moitié pour le seul vélotourisme. « On peut accompagner cette filière pour qu'elle soit plus performante, encore plus génératrice d'activité et d'emploi, pour créer du lien entre les acteurs », plaide Mathieu Chassignet ■

Vous étiez en congés et vous n'avez pas pu suivre l'actualité économique régionale ? Eco121 vous propose ci-après un panorama de l'info de l'été.

CHER STADE PIERRE MAUROY

Le partenariat public-privé entre la MEL et Eiffage sur le stade Pierre Mauroy donne lieu depuis des années à un bras de fer entre les deux acteurs, autour de profonds désaccords financiers. Elisa, filiale d'Eiffage réclame près de 30 M€ hors intérêts (après avoir renoncé à la réévaluation de la valeur du Grand stade, qui aurait représenté quelque 100 M€ de plus). Les griefs portent sur des pénalités de retard, des réserves sur la réception du stade, la TVA sur ces réserves, des éléments relatifs au coût de l'énergie et des fluides notamment. Le tribunal administratif devait se prononcer sur ce dossier très technique mais aux enjeux élevés fin août.



LE CRÉDIT AGRICOLE LANCE SON PROJET DE SIÈGE À ARRAS

Un nouveau site de 9 300 m² bâtis capable d'accueillir 430 postes de travail, doté d'un large auditorium de 200 places, pour un investissement de 40 à 45 M€ : c'est en résumé le projet de nouveau siège que le Crédit Agricole Nord de France va implanter sur l'îlot Bergaigne, dans le quartier gare d'Arras, dans le cadre du masterplan gare communautaire. La banque ne pouvait demeurer dans ses locaux actuels sur la grand-place, un bâtiment partiellement classé, dont la configuration ne permettait pas de réhabilitation comme pour le siège lillois. Le lauréat devrait être annoncé d'ici à la fin de l'année. La banque verte table sur une livraison du bâtiment au premier semestre 2027.

La dentelle de Calais-Caudry vise le label Igp

L'industrie dentellière a énormément souffert depuis deux décennies. Elle continue à devoir se battre contre des concurrents dans le monde qui revendiquent l'appellation « dentelle », mais sans les critères de qualité de la dentelle « leavers » historique. C'est pour protéger et valoriser ce savoir faire d'exception que la filière porte un projet d'appellation IGP « dentelle Calais-Caudry ». Une enquête publique a été ouverte en ce sens fin juin.



AÉROPORT : LES FORCES ÉCONOMIQUES RENOUVELLENT LEUR SOUTIEN À L'EXTENSION

Yann Orpin pour le Medef, Jean-Pierre Letartre pour Entreprises & Cités, Laurent Depoorter pour la CPME et Aurélie Vermesse pour la CCI : l'aéroport de Lille Lesquin reçoit un soutien sans ambiguïté des milieux économiques métropolitains pour son projet d'extension. Dans un communiqué commun, les représentants du monde économique estiment que « l'extension de l'aéroport de Lille (...) est aujourd'hui une opération nécessaire pour l'attractivité de cette aire urbaine » de trois millions d'habitants allant d'Arras à Lille en passant par l'ex bassin minier et l'eurométropole belge. « L'aire métropolitaine de Lille est (...) l'un des plus grands espaces urbains français et nous ne disposons que du 13ème aéroport français », pointent les signataires, qui évoquent aussi l'impact économique qu'engendrerait cette extension, « dans le respect des engagements en matière de développement durable ». Le projet suscite une forte opposition de certaines associations mais aussi de dizaines d'élus et non des moindres comme Alain Bernard, maire de Bouvines et vice-président de la MEL.



CRU HISTORIQUE EN 2022 POUR LILLE GRAND PALAIS

“Atypiques”. Tel est l’adjectif choisi par la direction de Lille Grand Palais pour qualifier les deux dernières saisons de l’équipement culturel lillois. Celle de juillet 2021 à juin 2022 aura été particulièrement « *intense* » en raison des nombreuses reprogrammations des événements annulés pendant la crise sanitaire. Tout comme la saison suivante, 2022-2023, qui a affiché des performances supérieures à celles de 2019, soutenue par le retour des rendez-vous internationaux. Rien que sur 2022-2023, Lille Grand Palais et le Zénith ont accueilli près de 300 événements et attiré près d’un million de visiteurs, participants et spectateurs. Le tout pour 24 M€ de chiffre d’affaires (23,4 M€ en 2021-2022) avec 90 salariés. Un record historique.

MIEUX VIEILLIR : LE GÉRONTOPÔLE NORDISTE SANCTUARISÉ

C’est officiel depuis début juillet. Les Hauts-de-France rejoignent les neuf autres régions françaises dotées d’un gérontopôle. Sa création clôt une préfiguration démarrée début 2022. Confiée à Eurasanté par la Région, la Carsat Hauts-de-France, l’ARS Hauts-de-France et les CHU de Lille et d’Amiens-Picardie. La structure, sous statut associatif, vise à agir en faveur du bien vieillir, dans la prise en charge des soins des séniors et personnes âgées (ils sont 920 000 en région), d’améliorer la qualité de vie de leurs proches mais aussi des professionnels. Comment ? En favorisant la recherche, l’attractivité des métiers, en soutenant la formation, la silver économie régionale et en communiquant. Le tout, sous la supervision de son président, le Pr François Puisieux, chef du pôle gérontologie du CHU de Lille.



LaM : une cure de jouvence à 12 M€

40 ans après son inauguration, le musée métropolitain poursuit sa transformation. La MEL est sur le point de conclure un marché de 12 M€ pour permettre au LaM de bénéficier de travaux de réhabilitation et d’amélioration de certains de ses espaces. Une deuxième étape est prévue dès avril 2024 portant sur la réfection complète des toitures et vitrages du musée. Son parc, aménagé dans un écrin de verdure de 2,3 ha, s’est refait une beauté au printemps dernier. La MEL espère finaliser l’ensemble des travaux fin octobre 2025 au plus tard, afin d’accueillir l’exposition Kandinsky prévue deux mois plus tard.



Conjoncture : redressement de l'économie régionale en juillet

La dernière enquête de conjoncture de la Banque de France laisse apparaître un net rebond de l’activité en juillet. Dans les services, on relèvera les bonnes performances dans la restauration, le transport-entrepôt ou encore le tertiaire supérieur. En revanche, l’intérim, l’hébergement et même l’informatique et les métiers de l’information-communication sont davantage à la peine. Dans le bâtiment, la tonicité de l’activité a notamment été portée par le gros œuvre. Mais les carnets de commande sont jugés insuffisants, alors qu’ils tiennent bon dans le second œuvre.

Côté industrie, la production est restée stable, même si certains secteurs progressent comme l’agroalimentaire, la chimie ou encore le textile habillement. A l’inverse, d’autres univers reculent, tels les matériels de transport, le bois-papier ou imprimerie.

SALTI MET LE CAP SUR LES 50 AGENCES



Plus discret que ses grands concurrents, Salti n'en poursuit pas moins une croissance solide. Le groupe familial détenu par la famille Guiot, numéro trois français du secteur de la location de matériels de chantier, vient d'ouvrir sa 45^e agence, à Maubeuge. Une ouverture qui fait suite à celles de Saint-Omer, Saint-Quentin et Strasbourg en 2022. Une autre devrait suivre prochainement à Valence avant une nouvelle création dans une ville encore tenue secrète, les négociations étant toujours en cours. Salti, qui vient de voir renouvelée sa certification MASE, vise les 50 agences l'an prochain. Le groupe est engagé dans un lourd programme de renouvellement de ses équipements avec un accent mis sur les motorisations électriques ou hybrides, soit un investissement annuel d'environ 35 M€ ces trois dernières années. Salti a réalisé l'an dernier un chiffre d'affaires de 117 M€ (+10%) avec un effectif de 470 salariés.

Le Crepim lève 2,75 M€

Le Centre de Recherche et d'Etude sur les Procédés d'Ignifugation des Matériaux, dirigé par Franck Poutch, a finalisé une ouverture de son capital à Finorpa, IRD Invest et Bpifrance, pour un total de 2,75 M€. Né en 1992 sous forme de groupement d'intérêt public, aujourd'hui basculé en statut de SAS, le laboratoire bruaysien est devenu une des références européennes dans le développement, le test et la certification de formulations résistantes au feu. Cette opération, qui permettra aussi d'intégrer des cadres dirigeants au tour de table, devrait lui apporter donner des moyens pour sa croissance, notamment dans le domaine de l'électro-mobilité, mais aussi de mener à bien des acquisitions.



ACTEO FAIT MONTER GENE0 ET BPIFRANCE À BORD

Le groupe spécialiste des peintures pour le bâtiment a ouvert son capital en juillet à la société d'investissement Geneo Capital Entrepreneur accompagnée de Bpifrance, qui prennent un tiers des parts. Acteo, dont les racines remontent à 1825 (Théodore Lefebvre), est un groupe familial à deux ramifications, correspondant à ses deux entités, l'une à Noyelles-lès-Seclin, près de Lille, l'autre à Colomiers, près de Toulouse. Il emploie 400 personnes pour un chiffre d'affaires de 100 M€. L'opération lui donne des moyens d'accélérer sa croissance organique, notamment à travers l'innovation, mais aussi les acquisitions pour élargir son réseau de distribution, tandis que la gouvernance est transférée à une nouvelle génération. Le groupe est désormais co-piloté par Hugo Robardey et Laurent Letort. Cette évolution doit aussi s'accompagner de l'entrée des salariés au capital du groupe à brève échéance.



MATCH BIENTÔT SOUS PAVILLON CARREFOUR

Les 115 supermarchés Match passeront bientôt dans l'escarcelle de Carrefour, ainsi que 60 hypermarchés Cora. Match, dont le siège social est à la Madeleine, fait partie du groupe d'origine belge Louis Delhaize, de la famille Bouriez. Cet ensemble, qui pèse 5,2 milliards d'euros, faisait figure de dernier gros indépendant régional de la distribution en France, représentant 1,8% de parts de marché pour Cora et 0,7% pour Match, mais avec une présence particulièrement forte dans le Nord et le Grand est. Un ensemble bénéficiaire (189 M€ d'Ebitda annoncé), mais dont Carrefour entend doper la profitabilité. L'opération pourrait se finaliser à la mi-2024 après l'aval des autorités de la concurrence.



COQUIDÉ & CIE EMBARQUE 8 GARAGES RENAULT TRUCKS

Le distributeur et réparateur Coquidé & Cie, agréé Renault Trucks, a acquis au premier juillet une partie de la branche poids lourd du groupe amiénois Gueudet. Soit 8 garages Renault Trucks situés dans les régions d'Abbeville, Amiens, Saint-Quentin, Reims et Charleville-Mézières. Ceux-ci comptent pas moins de 180 salariés pour un chiffre d'affaires de 90 M€ en 2022. Cette acquisition permet au groupe nordiste présidé par Franck Coquidé d'élargir sa zone de chalandise, pour couvrir un vaste périmètre qui s'étend du Havre à Charleville-Mézières. Centenaire cette année, l'entreprise familiale a réalisé un chiffre d'affaires de 155 M€ l'an dernier avec 600 salariés.

MEUBLE : TIKAMOON OUVRE SON CAPITAL AU GROUPE LFPI

Il affiche une croissance folle depuis sa création en 2008 et ne compte pas s'arrêter en si bon chemin. L'expert du mobilier durable en bois massif Tikamoon, qui emploie 250 salariés à travers le monde pour 103 M€ de ventes l'an dernier, se donne quatre ans pour atteindre les 300 M€ de chiffre d'affaires et devenir la marque de référence de son secteur. Une stratégie de croissance offensive que Tikamoon entend financer avec un nouvel actionnaire : le groupe parisien La Financière Patrimoine d'Investissement (LFPI). En lieu et place du fonds ERES (Edmond de Rothschild Equity Strategies), actionnaire depuis 2020, qui cède l'entière de sa participation. Les cofondateurs de Tikamoon Arnaud Vanpoeringhe et Thibault Deslorieux gardent la majorité.



Damartex restructure son endettement financier

Depuis son exercice 2021-2022 avec des résultats en recul, les choses ne se sont pas améliorées pour Damartex. Le groupe roubaisien a annoncé fin juillet avoir



réalisé sur l'exercice 2022-2023 un chiffre d'affaires consolidé de 650,4 M€, en chute de -9,5% sur un an, un Ebitda compris entre 0 et -1M€ ainsi qu'une trésorerie amputée de 75 M€. En proie aux difficultés, Damartex s'est donc rapproché cet été de ses partenaires bancaires et de

son actionnaire principal le groupe familial Despature. Un accord a été signé en vue d'une restructuration de l'endettement financier actuel du groupe ainsi que d'une sécurisation de ses futurs financements. Comprenant, entre autres, des prêts "Résiliences" garantis par l'Etat à hauteur de 35 M€ ainsi qu'un prêt d'actionnaire de 8,5 M€ de la part du groupe Despature. Le groupe doit annoncer son nouveau plan stratégique début septembre.

Le promoteur et constructeur Carré pose ses fondations à Englos

Nouveau QG pour le groupe Carré. Après avoir occupé Lille, puis Lambersart, c'est aujourd'hui à Englos que le promoteur et constructeur d'immobilier d'entreprise implante son siège. Il s'installe sur le parc tertiaire Area... qu'il bâtit de A à Z depuis quatre ans. Carré occupe le dernier des cinq immeubles du site qui accueillent des enseignes de services et commerces. "Véritable showroom et vitrine de notre savoir-faire, ce nouveau siège social permet aux clients et partenaires de se projeter aisément dans un bâtiment signé Carré", indique le groupe nordiste fondé il y a 40 ans et à la tête d'une vingtaine de salariés.





TRANSPORTS COUELLE : DOUBLE CROISSANCE EXTERNE

Le groupe arrageois et familial de transports a mis la main durant l'été sur deux nouvelles sociétés : Synapse, à Chambéry (42,5 M€ de chiffre d'affaires et 350 salariés), et Guillou, en Dordogne (49 salariés, 7,5 M€ d'activité). Les deux structures étaient sans solution de succession. Cette double croissance externe porte mécaniquement le périmètre du groupe à plus de 2 000 salariés et plus de 300 M€ de chiffre d'affaires. Le groupe avait ouvert son capital à Siparex puis Bpifrance il y a quelques années, avant de lever des obligations relance, qui lui ont donné les ressources nécessaires à ces investissements stratégiques.

ROQUETTE S'ADJUGE LE JAPONAIS QUALICAPS

Le géant familial des dérivés de l'amidon a signé durant l'été un protocole d'accord pour l'acquisition du numéro trois mondial des gélules pharmaceutiques, le japonais Qualicaps. Si Roquette est fort habitué aux croissances externes, il s'agit cette fois d'une opération très significative puisque Qualicaps, filiale de Mitsubishi Chemical Corporation (MCC), emploie 1 400 salariés et est présent en Asie, Europe et Amérique. Le volume d'activité n'est pas indiqué, mais il permettra à Roquette, qui venait juste de dépasser les 5 milliards d'euros de chiffre d'affaires, de franchir un nouveau cap, tout en dopant très fortement son activité pharmaceutique.



KSB Sequedin injecte 13,5 M€ pour décarboner

L'usine de pompes KSB SAS, filiale France du groupe éponyme allemand, s'appête à investir lourdement pour alléger son bilan carbone. Son usine de Sequedin, qui fabrique 45 000 pompes par an avec 150 collaborateurs, annonce un investissement global de 13,5 M€ qui devrait lui permettre d'abaisser radicalement son impact carbone. Celui-ci devrait ainsi passer de 815 tonnes de CO₂ par an en 2021 à 15 tonnes d'ici à 2027. Parmi les investissements annoncés : l'isolation du bâtiment, l'implantation d'une pompe à chaleur, l'éclairage LED, la mise en place de panneaux photovoltaïques. Boris Lombard, dirigeant de KSB France, devait présenter son témoignage lors des débats de la REF (Medef) fin août.



COCHEZ LORGNE L'EX-TUBERIE DE VALLOUREC

Le groupe valenciennois Cochez, qui s'est fait le spécialiste du rachat d'entreprises en difficultés depuis quelques années (dentelles Desselles et Noyon, Caddie, notamment), s'est montré intéressé par la vente par Vallourec du site de son ancienne tuberie, à Saint-Saulve. Soit un ensemble de 50 ha bord à canal et embranché fer que l'industriel valenciennois souhaiterait réindustrialiser. Le groupe Cochez, né en 2008 sous la conduite de Pascal Cochez, représente désormais un ensemble de 400 salariés.

LA CHAMBRE DES COMPTES TIRE LE SIGNAL D'ALARME POUR BÉTHUNE

BÉTHUNE. Un rapport publié en juillet se montre critique sur la ville du Pas-de-Calais, dont les ratios financiers se dégradent nettement.

Ce n'est pas encore la sortie de route, mais une « alerte sérieuse » pour la commune de Béthune. La chambre régionale des comptes a publié cet été un rapport d'observations définitives portant sur les exercices 2018 et suivants de la commune du Pas-de-Calais. Les magistrats se plaignent ouvertement d'un manque de coopération des services de la ville, ainsi que d'une réaction très limitée aux demandes formulées lors du précédent contrôle : seul un rappel du droit sur cinq a été suivi d'un changement effectif, tandis qu'aucune des deux recommandations faites à l'époque n'a été suivie. Par exemple, la ville n'a pas mené de réflexion pour transférer la gestion du théâtre municipal à l'interco. Plus largement, le rapport estime que « pour faire face à la dégradation de sa situation financière, la commune gagnerait à saisir toutes les opportunités qui s'offrent à elle en matière de mutualisation des moyens, voire à en prendre l'initiative ».

Or la Chambre relève les fortes ambitions de la municipalité en matière de services à la population, autour du projet baptisé « smart city 2032 », décliné en 20 axes. Mais non budgété et sans plan de financement formalisé pour valider sa soutenabilité, déplorent les magistrats qui regrettent aussi la non prise en compte des engagements contractuels pris par la ville au titre de différentes politiques, à commencer par le renouvellement urbain, « déjà financièrement conséquents et présentant des risques pour la commune ». Or la commune de 25 000 habitants souffre déjà de handicaps structurels : taux de chômage de plus de 22%, en hausse par rapport à 2017, 46% seulement de ménages imposables et un revenu fiscal moyen par foyer limité à 11,4 K€. Les charges de fonctionnement

de la ville sont supérieures à sa strate de population, avec notamment un effectif de 683 agents (590 ETP) et un taux d'absentéisme du double de sa strate de population, et en forte progression (19% en 2021!).

La chambre se montre sévère sur la transparence et le pilotage financier de la commune, regrettant par exemple qu'elle ne se soit toujours pas dotée d'un plan pluriannuel d'investissements et de fonctionnement en dépit de la recommandation faite dans son précédent rapport.

SEUIL D'ALERTE

Sur le plan strictement financier, la ville voit son épargne brute décroître de 8% entre 2018 et 2021. Sa capacité d'autofinancement recule de 58% sur la période tandis que les investissements maintiennent un rythme (50 M€) doublé depuis 2018.

L'encours de dette atteignait 40,6 M€ fin 2021. Un niveau jugé « soutenable » mais deux fois supérieur à la strate régionale (1 707 €/habitant contre 919 €). En 2021, elle représentait 7,1 années de capacité de désendettement. Mais la chambre alerte sur la perspective de moyen terme, avec un risque de dépasser le seuil de danger des 12 ans, spécialement dans un contexte inflationniste, de coûts élevés de l'énergie et des matières premières, sans oublier les engagements pluriannuels. « Si elle entend pérenniser sa politique tarifaire avantageuse pour l'utilisateur et ne pas augmenter les taux d'imposition, elle devra alors mettre en place un plan d'économie à due concurrence », insiste la Chambre des comptes ■ **O.D.**

LES MAGISTRATS EN APPELLENT À NOUVEAU À L'INSTAURATION D'UN PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENTS ET DE FONCTIONNEMENT



Mobil'In : Trois jours pour repenser la mobilité urbaine de demain

Quelles solutions pour répondre aux enjeux de la mobilité dans nos villes ? Comment faire face aux évolutions réglementaires et au besoin de décarboner ? Quid des zones à faible émission ? Associant les forces vives de l'innovation régionale, Mobil'In proposera du 19 au 21 septembre trois journées dédiées à ces enjeux cruciaux.

Notre région est un haut lieu de l'industrie de la mobilité, que vient renforcer la nouvelle « Vallée de la batterie ». C'est aussi un territoire d'une grande richesse d'innovations : flottes, applis, infrastructures, plateformes, bornes rechargeables, solutions logistiques, mobilité pour personnes en situation de handicap... Mais ces univers sont encore trop en silos. C'est l'un des enjeux du rendez-vous de rentrée Mobil'In de jouer la fertilisation croisée entre ces mondes de l'industrie, des start up et des collectivités, autour des structures d'incubation. « *On est plus forts ensemble. Nous avons été surpris d'être autant alignés entre structures, EuraTechnologies, Transalley et move FACTORY et de partager une envie forte d'organiser un*



“Historiquement, on a des fleurons industriels en Hauts-de-France. La question est : comment construire une nouvelle alliance entre ces industriels, qui cherchent à se réinventer, et les start up qui veulent passer à l'échelle ? On ne travaille pas assez ensemble, mais il existe énormément de solutions et de potentiel !”

Alexandre Luternauer, fondateur de la start up Trackap

événement concentré sur la mobilité urbaine durable », souligne Agnieszka Bogucka, PropTech/SmartCity Program Manager et co-organisatrice de Mobil'In chez EuraTechnologies. Avec chacun ses angles plus spécifiques : le terreau de l'innovation et la mise en marché pour EuraTechnologies, le cadre institutionnel et écosystèmes pour move FACTORY, le financement du hardware et des prototypes pour Transalley.

D'où le lancement de cet événement unique à l'échelle régionale, décliné en trois journées, lors de la semaine européenne de la mobilité. La première à EuraTechnologies, le 19 septembre, co-organisée avec la startup Trackap (solutions de traçage et analyse des datas pour la mobilité). L'atrium va se transformer en vaste showroom présentant une quarantaine start up de la mobilité pour valoriser ces solutions locales auprès de tout l'écosystème industriel et des décideurs publics du territoire, futurs partenaires de développement et de déploiement de ces solutions. Un concours de pitches par les porteurs de projets innovants sera couronné par un jury, avec une incubation à gagner. Deux



“Les acteurs publics ne viennent pas encore spontanément solliciter les solutions des startups et arrivent souvent trop tard dans leur process de développement. Il est important que les collectivités, comme les donneurs d'ordre privés, partagent leurs besoins et leurs stratégies pour les 10 à 15 prochaines années et leur ouvrent les opportunités d'expérimentation sur notre territoire. Les startups doivent pouvoir être au courant et identifier quel sera leur terrain fertile pour se développer, comprendre les enjeux business et développement de la Région.”

Agnieszka Bogucka, coordinatrice Mobil'In chez EuraTechnologies

tables rondes éclaireront également les acteurs – décideurs publics et industriels privés – sur les enjeux de mobilité, en partenariat avec la MEL et le conseil régional.

Le 20 septembre sera dédié au financement des start up de la mobilité à Transalley (Institut des Mobilités et Transports Durables). Et Mobil'in s'achèvera le 21 septembre chez move FACTORY autour des solutions pour un territoire innovant et à faible émission.

Rendez-vous du 19 au 21 septembre !

Accès libre sur inscription
sur mobilin-2023.fr



LOOTEN GROSSIT ENCORE ET DEVIENT ETI

DUNKERQUE. L'entreprise de fournitures industrielles presque bicentenaire devient elle-même fabricante, à travers la reprise de Thermo Est près de Metz.

L'entreprise fêtera ses deux siècles en 2040, mais Looten Industries ne dort pas sur ses lauriers. Son chiffre d'affaires atteignait 25 M€ en 2020, il devrait atteindre les 80 M€ cette année. « Nous sommes sur au moins une acquisition par an depuis quinze ans », décrypte Eric Meriau, président du groupe. Si celui-ci est spécialisé dans les fournitures industrielles, avec une dominante sur la robinetterie et le soudage, il s'est beaucoup diversifié ces dernières années. Avec une grosse accélération ces derniers mois. Looten In-

dustries en a les moyens, grâce à la souscription d'obligations relance auprès d'IRD Invest. L'entreprise vient ainsi de mettre en service un nouvel outil logistique ultramoderne, un autostore entièrement robotisé (photo), capable de gérer de façon très optimisée les près de 25 000 références de la société. « On met plus de 3 000 m² de stocks désormais sur 400 m², avec une grosse capacité à développer, car on récupère de la place », se réjouit Eric Meriau. L'investissement approche 1,5 M€.

La plus récente acquisition est celle d'une activité de fabrication de sondes de température à très haute technicité, pour l'aéronautique et le nucléaire, issue de la société Thermo Est, à Haut-concourt (Moselle). Looten a pu reprendre ses actifs à la barre du tribunal de commerce et sauver ainsi 59 emplois. Elle vise, sur le périmètre de reprise, 7 M€ de ventes à court terme, pour un potentiel de 12 M€ à horizon

trois ans. Looten devient ainsi pour la première fois fabricant et il va même rapatrier des productions jusque là sous-traitées en Afrique du Nord et en Pologne.

5 SITES DE UMHS

Mais la grosse acquisition récente du Dunkerquois porte sur la société UMHS, près de Melun (Seine-et-Marne), fin 2022. Il s'agit d'une quincaillerie de bâtiment, dont Looten a repris 5 sites correspondant à un chiffre d'affaires de 22 M€, et 95 salariés. L'entreprise est présente près de Melun, à Roissy-en-Brie, à Provins, à Briecomte Robert et à Corbeil-Essonne. Malheureusement pour Looten, ce dernier site, qui servait de centre logistique et de centre d'appels, a été victime des pillages lors des émeutes urbaines. Enfin, le groupe s'était offert pendant la période Covid un acteur de soudage et robotique, SANA, basée à Lesquin, qui réalise un chiffre de ventes de 7 M€. Au total, Looten franchit ainsi le seuil des ETI, totalisant désormais 350 salariés sur 7 sites, dont 50 à Dunkerque, pour un chiffre d'affaires de 80 M€. Eric Meriau estime que le chiffre d'affaires pourrait baisser légèrement pour des raisons d'adaptation des nouvelles structures, avant de reprendre une tendance favorable ■ **O.D.**

LE CHIFFRE D'AFFAIRES POURRAIT SE TASSER LÉGÈREMENT AVANT DE REPARTIR À LA HAUSSE



DÉCARBONATION : ALUMINIUM DUNKERQUE PASSE LA SURMULTIPLIÉE

LOON-PLAGE. La plus grosse usine d'aluminium d'Europe lance un plan bas carbone LowCAL en trois phases. En perspective : le doublement des capacités et la chute drastique des émissions.

C'est en 2025 qu'un 8e four va rentrer en service chez Aluminium Dunkerque. L'usine va ainsi pour la première fois intégrer dans son processus de l'aluminium recyclé, soit 7 000 tonnes, un niveau encore bien modeste par rapport aux 285 000 tonnes que produit le site. C'est une première marche, pour un coût de 12 M€, dont 1,5 M€ d'aide de l'Etat, vers la décarbonation de l'usine. Aluminium Dunkerque, repris en 2021 par le fonds American Industrial Partners, a adopté une feuille de route à horizon 2050, baptisée LowCAL, et supposée réduire très fortement les émissions, en trois temps : -5% d'ici à 2025, -30% d'ici à 2030 et -70% d'ici à 2050. L'enjeu est colossal quand on sait qu'Aluminium Dunkerque est le premier site consommateur d'électricité en France : il mobilise un demi-réacteur de la centrale nucléaire voisine.

L'usine est déjà un bon élève. « Aluminium Dunkerque figure parmi les leaders mondiaux de la production d'aluminium bas carbone. Nous émettons quatre fois moins de gaz à effet de serre que la moyenne mondiale du secteur. Nous n'entendons néanmoins pas nous reposer sur ces bonnes performances », décrypte Guillaume de Goÿs, PDG de l'entreprise.

La première phase est déjà engagée. Outre le four, des efforts sont demandés à 360° aux sous-traitants, partenaires, fournisseurs, ainsi qu'aux 700 salariés pour s'approprier les enjeux. Une centrale solaire sera bâtie en ombrière au-dessus du vaste parking. Mais le dirigeant reconnaît que les marges sont faibles au regard de la consommation de l'usine. La deuxième phase, quantifiée à 200-250 M€, permettra un saut quantitatif plus important, grâce à la captation et au stockage du carbone. Un consortium est en cours de constitution avec plusieurs

acteurs du secteur (dont le lillois Fives), afin de finaliser les réponses technologiques. Car la technologie n'est pas encore trouvée dans le monde de l'aluminium, contrairement aux cimenteries. Aluminium Dunkerque entend aussi pousser le curseur de l'aluminium recyclable sur cette phase, avec 30 000 tonnes de plus.

TECHNOLOGIE DE RUPTURE

Enfin, la feuille de route doit aboutir en 2050 à un effondrement de 70% des émissions, grâce à une rupture technologique majeure. Il s'agira de basculer l'électrolyse avec des anodes inertes constituées non plus de blocs carbone mais de nouveaux matériaux conducteurs. Des concurrents sont déjà bien engagés dans cette technologie avec une perspective industrielle en fin de décennie. Pour Aluminium Dunkerque, l'investissement est évalué à pas moins de 2,5 milliards d'euros, avec en parallèle



ALUMINIUM DUNKERQUE EST LE PREMIER SITE CONSOMMATEUR D'ÉLECTRICITÉ EN FRANCE

une montée de la production à terme aux alentours de 600 000 tonnes.

Si les décisions sont déjà adoptées pour les trois prochaines années, les perspectives lointaines sont, elles, conditionnées à différents paramètres. « Il nous faudra impérativement sécuriser notre approvisionnement en électricité, nouer des partenariats avec d'autres industriels et bénéficier d'un soutien fort des pouvoirs publics », résume Guillaume de Goÿs. La route est droite, mais la pente est forte, pourrait-on dire, en paraphrasant un ancien premier ministre ■ **O.D.**



FGF ENGLOUTIT LES DUCS DE GASCOGNE

MARCO-EN-BARIEUL. La fédération de pme gastronomiques met la main sur la célèbre marque du sud-ouest.

Après un petit temps d'arrêt lié à la crise sanitaire mais aussi à l'inflation des valorisations d'entreprise, FGF reprend ses emplettes. Cette fois-ci, French Gourmet Food s'adjuge les gammes gourmandes des Ducs de Gascogne, une belle pme gersoise qui réalise 18 M€ de ventes avec 100 salariés. Cette acquisition, à 100%, porte le groupe nordiste à 46 M€ de chiffre d'affaires avec 190 salariés. Dirigée par Patrice Jacquelin (société Guy Demarle), mais devenue filiale majoritaire du groupe Bio-Conquête, FGF s'est constituée par acquisitions successives depuis quatre ans, d'entreprises gastronomiques plutôt haut de gamme en épicerie fine, confitures ou en conserverie. Elle compte même un très gros rucher bio de pas moins de 1 300 ruches. L'arrivée des Ducs de Gascogne dans l'escarcelle représente un gros po-



tentiel de développement, estime Patrice Jacquelin, qui compte en particulier s'appuyer sur le savoir-faire de l'entreprise sudiste en matière de coffrets cadeaux, qui pourront être déployés de façon bien plus large. L'activité de Ducs de Gascogne pourrait ainsi croître de 10 à 15% l'an pendant trois ans, espère-t-il. Mais FGF vise aussi de nouvelles acquisitions, qui devraient permettre au groupe de doubler de périmètre pour atteindre les 100 M€. Cette stratégie sera facilitée par les moyens de la maison-mère, renforcés en 2022 par une levée de

fonds de 12 M€. Pas de course à la croissance toutefois, affirme le dirigeant, qui tient à conserver la dimension artisanale et de proximité de ses différentes activités, plébiscitée par le consommateur ■ **O.D.**

Les entités du groupe FGF

Conserverie Au Bec fin
 Confit de Provence (confitures)
 Les Quatre saisons (confitures)
 Savor Créations (épicerie fine)
 Les Ducs de Gascogne



98% des chefs d'entreprise se déclarent satisfaits

“ Eco121 est un magazine :
 Défenseur de son territoire bien informé
 intéressant exclusif utile



Réservez votre publicité

0 970 808 612

contact@rosseladvertising.fr

LE BELGE AGRISTO VA CRÉER UNE USINE DE FRITES SUR L'EX SUCRERIE TEREOS



ESCAUDEUVRES. L'arrivée du groupe familial flamand signe une sortie par le haut de la fermeture de la dernière sucrerie nordiste de Tereos. 350 emplois à la clé.

« **N**otre relation a démarré de façon un peu tendue... Mais vous avez fait le boulot ». Le ministre de l'industrie Roland Lescure est venu le 28 août sur l'ancienne sucrerie Tereos d'Escaudœuvres, en périphérie de Cambrai, pour présider la signature d'un protocole d'accord très important entre Tereos et le belge Agristo. Ce dernier, qui appartient au top 3 de la frite surgelée, a annoncé sa volonté de reprendre le site pour y construire une grosse unité de transformation de pommes de terre surgelées, sa première en France. Soit le rachat des 20 hectares et la création d'une usine capable de produire 300 000 tonnes de pommes de terres transformées et surgelées par an (frites, croquettes, purée, gratins...), à partir d'une base d'un demi million de tonnes. L'industriel annonce une perspective flatteuse de 350 créations d'emploi à terme, à rapporter aux 123 emplois directs perdus par la sucrerie. On rappellera que Tereos conserve sur place une activité logistique et de support qui assure pour l'heure 42 emplois.

« *La France est notre deuxième marché. Elle est rapidement apparue comme une évidence et plus particulièrement dans le Nord (pour une implantation), territoire d'exception pour la culture des pommes de terre, couvert par les connexions logistiques et proche de notre siège belge* », a déclaré le Pdg du groupe Kristof Wallays, qui se dit « convaincu du formidable potentiel de

ce site ». Notre zone entre Benelux et Nord de la France affiche des rendements de l'ordre de 80 tonnes à l'hectare, parmi les meilleurs au monde, quand l'Asie arrive péniblement à 20 tonnes. Agristo compte travailler avec une centaine d'exploitants dans un rayon de 70 km alentour. Compte tenu des délais de construction, les chances d'avoir des salariés Tereos chez Agristo semblent inexistantes, mais le groupe sucrier s'est engagé à trouver une solution à l'ensemble des salariés. Signe du retour de la paix sociale, le PSE a été signé à l'unanimité en juin dernier, avec de fortes mesures d'accompagnement dont une prime de pretium doloris de quelque 40 K€.

Pour autant, le président de Région Xavier Bertrand n'a pas hésité publique-

ment à tancer l'attitude de Tereos sur cette « *décision brutale non concertée. Je ne suis pas le seul à ne pas l'oublier* », a-t-il taclé, soulignant par ailleurs que « *nombre de questions sont encore en cours* ». Parmi celles-ci, l'approvisionnement du site en eau, son accès, la dépollution, la hauteur des bâtiments... L'élu régional s'interroge aussi sur la pérennité des emplois logistiques de Tereos et en appelle à la mise en place d'un comité de suivi. « *Quand les caméras, les micros et les calepins seront partis, ce qui a été dit sera-t-il réalisé ?* », interroge-t-il. Le ministre s'est quant à lui réjoui du processus de réindustrialisation du pays, l'industrie étant gage selon lui de prospérité, d'adossement de notre modèle social et de grandeur du pays ■ **O.D.**



SYDONIOS CRÉE L'UNIQUE CRISTALLERIE ARTISANALE DU PAYS

BONDUES. En s'installant dans la métropole, l'entreprise bordelaise relocalise une partie de sa fabrication de verres soufflés à la bouche. Elle prévoit d'y installer l'entièreté de sa production courant 2024.

C'est une toute jeune entreprise. Mais dont les produits d'exception ont déjà conquis de grands chefs, vigneron et établissements hôteliers dans le monde. Créée il y a six ans à Bordeaux, Sydonios est une cristallerie artisanale. Son activité a débuté dans la région de Bohême, en République tchèque, où elle sous-traite la fabrication de ses verres de vins. Ceux-ci ont été entièrement dessinés en interne avec un comité d'une centaine d'experts et dégustateurs de vin professionnels. Les verres de Sydonios sont soufflés à la bouche par des maîtres verriers. D'une finesse extrême, ils ont été conçus pour offrir une œnologie de précision.

En 2019, les dirigeants fondateurs Antoine Schwartz et Baptiste Larbre ont décidé de relocaliser une partie de leur production en France. Et c'est à Bondues (pour des raisons propres à Antoine Schwartz) que Sydonios a ouvert, fin 2022, les portes de sa cristallerie artisanale, la seule de l'Hexagone, avec le soutien de la MEL et de la Région. L'entreprise emploie une douzaine de salariés dont six jeunes maîtres verriers (la moyenne d'âge est de 22 ans!). Issus d'un lycée verrier professionnel dans l'Est du pays, les maîtres verriers

français de Sydonios ont été formés 4 mois auprès de ceux basés en Tchéquie, puis 2 mois au sein de l'usine de Bondues.

Cette année, ils produiront 30 000 pièces, soit un tiers de la production totale de Sydonios, pour un peu plus de 2 M€ de ventes. Les fondateurs ambitionnent de relocaliser l'entièreté de leur production à Bondues d'ici à 2025 et d'atteindre la vingtaine de salariés dans les trois ans.

VENDUS DANS 35 PAYS

Sydonios a développé six gammes de verres et deux carafes. Commercialisés auprès de propriétés viticoles haut de gamme, de grands noms de l'hôtellerie-restauration et au sein d'un réseau de revendeurs pour particuliers comme les



La flambée des prix de l'électricité a poussé Sydonios à doubler ses prix de vente sur les deux dernières années.

cavistes. Sydonios s'est rapidement lancée à l'export. Ses verres sont aujourd'hui vendus dans 35 pays qui pèsent deux tiers de son chiffre d'affaires. En parallèle, Sydonios a créé la collection Unperfect but amazing. Des verres présentant de légers défauts, comme des petites bulles, vendus 30% moins cher. La cristallerie travaille par ailleurs sur la création d'un gobelet (verre à eau), d'un crachoir à vin et d'un partenariat pour la fabrication d'assiettes ■ J.K.



» Accompagner au présent pour préparer le futur

Confrontées à de multiples défis, économiques, humains, sociétaux et environnementaux, les entreprises doivent sans cesse s'adapter, innover et s'engager pour y faire face. Harmonie Mutuelle les accompagne afin d'agir ensemble dans l'intérêt collectif, notamment en les aidant à protéger et développer leur potentiel humain.

« Nous sommes une mutuelle engagée à tous les niveaux. Cela se traduit en proximité par des événements entreprises autour de la QVT, du potentiel humain ou des actions environnementales. Mais aussi par une exigence forte d'excellence relationnelle avec nos clients et une politique volontariste en matière d'inclusion et d'égalité professionnelle. »



Véronique POTY
Directrice Région Hauts de France
Harmonie Mutuelle



PROTÉGER VOS COLLABORATEURS, PREMIER NIVEAU DE BIEN-ÊTRE

Pour une entreprise, s'assurer que ses salariés et dirigeants se sentent protégés, sereins est une première étape fondamentale vers leur bien-être. La complémentaire santé, métier cœur d'Harmonie Mutuelle, permet en effet aux salariés et à leur famille de ne pas renoncer à des soins pour des questions de budget et de bénéficier de services complémentaires (actions de prévention santé, assistance...). Pour aller plus loin, l'entreprise peut aussi mettre en place des solutions de prévoyance afin de couvrir ses salariés en cas d'arrêt de travail, d'invalidité, d'accident du quotidien, de dépendance ou de décès. Au-delà du domaine de la protection, l'épargne-retraite ouvre d'autres horizons en associant les salariés à la réussite économique de leur entreprise. C'est donc un outil efficace de motivation, de fidélisation, et un véritable atout pour attirer des talents, qui offre de nombreux avantages financiers, sociaux et fiscaux.

RENFORCER LE POTENTIEL HUMAIN, LEVIER DE PERFORMANCE

Pour s'adapter aux besoins évolutifs de leurs clients et rester compétitives, les entreprises sont contraintes de se transformer rapidement, et parfois de manière importante. Cela peut générer des tensions, avec des conséquences directes sur les personnes et la performance sociale et économique. Engagée pour la qualité de vie au travail (QVT), Harmonie Mutuelle

propose aux entreprises son expertise en santé et prévention, notamment sur les risques psychosociaux, l'employabilité et la gestion de l'engagement des collaborateurs. Elle a également déployé la solution « Harmonie Potentiel Humain™ », un diagnostic scientifique complet et concret pour mesurer et maximiser l'énergie des salariés. Cet outil innovant complète un large éventail de solutions pour aider les entreprises à conjuguer performance sociale et économique, parmi lesquelles des actions de prévention santé, une démarche en faveur de la santé des dirigeants ou encore une offre sport en Entreprise en partenariat avec la FFSE.

CONSTRUIRE L'ENTREPRISE ET LA SOCIÉTÉ DE DEMAIN

Accompagner les entreprises et entrepreneurs, c'est aussi construire la société de demain. Face aux nouveaux enjeux environnementaux et sociétaux, les clients, les collaborateurs et les partenaires attendent des entreprises qu'elles s'engagent. Harmonie Mutuelle le fait, en incarnant concrètement sur ses territoires ses ambitions d'Entreprise Mutualiste à Mission et en déployant sa feuille de route pour 2026, qui l'engage à devenir "Humaine", "Responsable" et "Performante". Elle répond aux enjeux RH des entreprises en matière de fidélisation, d'attractivité et de sens au travail, innove, accroît sa qualité de service et favorise le développement professionnel des salariés. Des engagements dont elle fait bénéficier toutes les entreprises en s'appuyant sur son expertise et son expérience.

FAIRE DE L'IMPACT SOCIÉTAL ET ENVIRONNEMENTAL LE MOTEUR DE SON ENTREPRISE

C'est possible, « Haut la consigne », jeune entreprise de la région créée en 2020, accompagne les professionnels de l'industrie alimentaire et de la restauration dans l'utilisation de contenants réemployables. Une démarche écologique en faveur de l'économie circulaire et locale expliquée par Florence Duriez et Catherine Thiebert, ses fondatrices « L'objectif est aussi de créer des emplois locaux, or le réemploi en crée quatre fois plus que le recyclage ». Et ça marche ! Avec un objectif de 25 salariés à horizon 2027, l'entreprise porte haut ses valeurs, en cohérence avec celles d'Harmonie Mutuelle.

Haut la Consigne

RÉPARATION ÉLECTRONIQUE : SBE RESTE FRANÇAIS

BOULOGNE-SUR-MER. Le spécialiste de la réparation de téléphones mobiles passe dans le giron du breton Cordon Group.

SBE, le spécialiste de la réparation électronique, dont le siège est situé à Boulogne-sur-Mer, va rester français. Il vient d'être acquis par son concurrent breton Cordon Group, basé à Dinan (Côtes-d'Armor). Cela faisait quelques années que le fondateur de SBE, Pierre-Yves Beseme, aujourd'hui âgé de 84 ans, souhaitait vendre. Avant la crise sanitaire, il était entré en négociation avec une entreprise étrangère, dont le nom n'a pas été dévoilé, mais la Covid a stoppé les pourparlers. SBE fut l'un des pionniers de la réparation de téléphones mobiles en France. Fondée en 1987, avec 67 ex salariés de CGCT, alors numéro deux français de la fabrication de centraux téléphoniques, l'entreprise s'est tournée, dès les années 1990, vers la réparation de mobiles, puis vers le service après-vente de matériels hi-tech,



téléviseurs, petits appareils ménagers, matériels médicaux, etc. Elle s'est aussi fortement développée à l'international, implantant ses activités au Royaume-Uni, en Pologne, au Portugal et aux États-Unis. SBE constitue désormais un groupe de 1 200 salariés pour 148 M€ de chiffre d'affaires. Son entrée dans le giron de Cordon Group génère un géant de la réparation et du reconditionnement de produits électroniques. D'ici 2025, l'ETI bretonne (282 M€ de CA, 2 800 salariés) devrait réaliser « 500 M€ de chiffre d'affaires et atteindre les 4 400 salariés à travers le

monde », selon Serge Cordon, son fondateur et PDG. Selon ce dernier, ce rachat a été motivé par la complémentarité des activités et des implantations des deux entités. L'opération, financée par un concours bancaire et l'ouverture du capital de Cordon à Bpifrance, au fonds Unexo et à BNP Paribas Développement, va permettre au groupe de développer ses ateliers de réparation pour les appareils fixes, les boxes internet par exemple, sur de nouvelles aires géographiques. Cordon Group pèse entre 10% et 15% du marché de la réparation de la téléphonie mobile en France ■ G.R.

LAHAYE LANCE UNE DESSERTE DE FRET LILLE-BRETAGNE SUR LES RAILS

RÉGION. Le logisticien breton déploie une ligne de transport combiné entre le port de Lille et Rennes.

Mieux connecter les principaux ports du nord de l'Europe à la Bretagne : c'est l'objectif de la nouvelle ligne combinée rail-route qui relie depuis peu Lille et le terminal de Rennes. Lancé par le breton Lahaye Global Logistics (240 M€ de CA, 1 700 salariés), ce service opéré par Captrain France doit permettre d'acheminer 1 200 tonnes de marchandises depuis la capitale nordiste vers la Bretagne, 300 de plus dans l'autre sens, lors de chacune des trois rotations hebdomadaires. Un temps en compétition avec Strasbourg et Metz notamment, Lille a été retenue pour la qualité de son port multimodal. « Nous pouvons convoyer les containers grâce à des barges vers les terminaux portuaires. Chaque train représente une qua-

rantaine de semi-remorques de moins sur les autoroutes, dont certaines particulièrement saturées comme l'A1 », souligne Matthieu Lahaye, Dg, qui mise aussi sur le canal Seine-Nord. « Le transport combiné rail-route, c'est l'avenir. Les nouvelles technologies, comme le camion à hydrogène, ne seront pas suffisantes pour décongestionner les villes, réduire l'accidentologie ou les pollutions liées au freinage, aux pneumatiques... », détaille-t-il. La ligne a nécessité 2,5 M€ d'investissement, notamment pour moderniser le terminal rennais, plus 1 M€ pour faire face aux coûts de démarrage. Car la conjoncture n'est pas véritablement favorable au fret : les industriels doivent se doter de matériels spéciaux, avec des délais d'attente de près d'un an. Mais la situation devrait s'améliorer, d'autant que les équipementiers du ferroviaire mettent au point des engins interopérables, pour faciliter le report route-rail. « Les projets restent toutefois longs à développer, les procé-



dures, la multiplication des acteurs, etc. freinent le développement du secteur. Je ne vois pas très bien comment le gouvernement va tenir sa promesse de doubler le fret ferroviaire d'ici 2030 », déplore le Dg. Le service Lille-Rennes, plusieurs fois reporté à cause de la Covid et de l'Ukraine, pourrait à nouveau être perturbé durant les JO, le transit du fret en région parisienne risquant d'être interdit. Pas de quoi faire renoncer le groupe, qui a réussi à rendre sa première ligne Rennes-Lyon rentable ■ G.R.

ALEXANDRE YVOZ

DIRECTEUR JPM BANQUE PRIVÉE ET GESTION D'ACTIFS

DIRIGEANTS, SACHEZ CONNAÎTRE LA VALEUR DE VOTRE PATRIMOINE !

Les cordonniers sont les plus mal chaussés : on pourrait penser que les dirigeants sont les mieux placés pour avoir une idée précise de la valeur de leur actif professionnel. Or trop souvent, ce n'est pas le cas. Lorsque l'on interroge un chef d'entreprise sur la composition de son patrimoine, nous sommes souvent surpris d'obtenir une réponse très précise sur ses avoirs monétaires et financiers, un peu moins sur ses biens immobiliers, et en revanche une très forte approximation voire une totale omission quant à la valeur des actions ou parts de société.

Alors même que ses revenus dépendent de son entreprise et que l'essentiel de son patrimoine réside dans ses parts de société, le dirigeant a tendance à ne pas les considérer comme un actif à part entière. Parfois, il les évalue à la baisse par crainte de l'assiette taxable, parfois il les survalorise par application théorique des méthodes des multiples classique-



"LE DIRIGEANT DOIT SONGER À ÉQUILIBRER SON PATRIMOINE AU-DELÀ DE SES SEULS DROITS SOCIAUX"

ment utilisés par les professionnels du chiffre. Or, cette approche est insuffisante. Il faut aussi intégrer le secteur d'activité, les transactions récentes, mais aussi l'autonomie ou la gouvernance, parmi bien d'autres critères. Au-delà des méthodes de valorisation, le point clé est la connaissance précise de son patrimoine global tant sur le plan de la valeur de l'entreprise, de la valeur de l'immobilier que de la valeur de ses actifs financiers. Pour éviter de dangereux écueils tels que l'impréparation de la transmission, d'un accident de la vie ou d'une dé-

faillance de l'entreprise qui entraîneraient l'évaporation du fruit du travail d'une vie, le dirigeant doit songer à équilibrer son patrimoine au-delà de ses seuls droits sociaux. Dans une logique de sécurisation et d'anticipation, il lui

fait s'extraire de la dictature de l'urgence pour prendre le temps de la réflexion et s'entourer d'avocats, de notaires, de banquiers conseils. Une façon de prendre conscience des effets fiscaux, patrimoniaux et financiers, entre autres, d'une cession partielle ou totale de l'entreprise. Quel serait le coût d'une transmission ? Comment cela transformerait-il la géographie des revenus ? Quel effet de levier jouer ? Quels projets personnels envisager ?

Plus ce travail sera réalisé en amont, plus il sera efficace pour établir un climat de confiance avec les conseils et mener les optimisations possibles, comme les donations ou apports avant cessions.

Pour organiser et équilibrer votre patrimoine, mesdames et messieurs les chefs d'entreprises, posez-vous, faites-vous accompagner et sachez ANTICIPER comme vous le faites dans votre entreprise au quotidien ! ■

TERRITOIRES

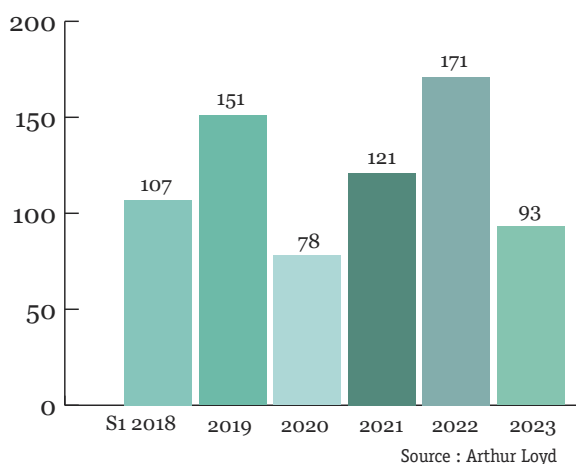
TERTIAIRE

BUREAUX : COUP DE FROID SUR LE MARCHÉ LILLOIS

MÉTROPOLE. Le nombre de mètres carrés échangés au premier semestre 2023 plonge de 45%.

Les chiffres du marché tertiaire au premier semestre sont tombés. Et ils ne sont pas bons : le recul est sans ambiguïté, même si les prix font mieux que tenir. Au premier semestre 2023, le marché tertiaire lillois a perdu de sa superbe. Après des années fastes et une vive reprise post-Covid, la dynamique s'est enrayée. 179 opérations ont été réalisées pour un total de 93 360 m², soit en recul de 45% sur la même période de 2022. Et la demande déjà placée cette année représente à période comparable, la pire performance des cinq dernières années, hors 2020 (année Covid : 78 000 m²).

Le seconde main a représenté une large majorité des transactions (73%), suivi du neuf (21%) et des comptes propres (6%). Pour l'heure, le marché



est essentiellement porté par les surfaces inférieures à 1 000 m². Puisqu'il n'y a eu que 21 opérations de plus de 1 000 m², dont 7 en comptes propres. Parmi les secteurs de référence de la métropole, Villeneuve d'Ascq arrive en tête avec 29% des commercialisations, suivie de près par Lille (26%), puis des Grands Boulevards (19%) et d'Euralille (12%).

Contrairement au recul de l'activité, les

valeurs locatives dans le neuf restent stables à 300 € HT annuels du m² à Lille, 250 € à Euralille, 190 € sur les Grands Boulevards et 185 € à Villeneuve d'Ascq. Et ils progressent même dans le seconde main.

Concernant les stocks, la morosité du contexte a permis de stabiliser l'offre immédiate aux alentours de 242 000 m². Le stock du neuf, par exemple, a gagné 12% depuis le début de l'année (bien que toujours en déficit de 25% sur un an) et représente ainsi 40% de l'offre globale lilloise.

Enfin, côté investissements, 98 M€ ont déjà été injectés sur le marché de bureaux lillois. « Sur un an, on observe un net recul de 54% et d'autant par rapport à la moyenne des cinq dernières années », souligne le conseiller en immobilier commercial JLL.

Pour autant Arthur Loyd dit rester « raisonnablement optimiste pour la deuxième partie de l'année ». Car « plusieurs opérations sont en négociation avancée ». Leur concrétisation pourrait permettre au marché lillois d'atteindre les 200 000 m² placés, voire de les dépasser ■ J.K.

SPORTOPIA : LE TEXTILE CONNECTÉ AU SERVICE DU BIEN-ÊTRE

La jeune société amiénoise, triplement incubée, soutenue par Bpifrance, a mis au point un équipement textile technique connecté pour favoriser la récupération musculaire des sportifs. Objectif affiché : 12 M€ de ventes d'ici 2028.

A 46 ans, Ludovic Boulafrad a déjà vécu mille et une vies. Ce diplômé de mode (ESIV - La Fabrique) a notamment été assistant responsable production des costumes chez Disneyland Paris, assistant chef de produit chez Devred ou encore responsable d'usine textile en Egypte. Sa fibre entrepreneuriale se révèle en 2006 lorsqu'il crée Les trophées d'Amiens, un atelier d'insertion sociale et professionnelle de création de vêtements en textile recyclé. L'aventure prend fin neuf ans plus tard. Causée par la perte de plus de 50 K€ de subventions à l'occasion de la création de la grande région Hauts-de-France. « *A l'époque, on ne parlait pas d'upcycling et de vêtements de seconde main. J'étais fatigué de me battre avec le monde politique* », souffle Ludovic Boulafrad.

Les contours de son nouveau projet se dessinent en 2018. Lorsque ce féru de sport cherche une solution textile pour résoudre ses problèmes physiologiques. Il souffre de douleurs articulaires et éprouve des difficultés à récupérer musculairement après l'effort. « *J'ai été contraint d'arrêter le sport de haut niveau. Car, à l'époque, ces maux étaient très peu connus et peu ciblés par les kinés* », raconte l'Amiénois. Avant de poursuivre : « *Un sportif sur cinq met fin à sa carrière pour cause de blessures. Et parmi les 192 000 sportifs blessés par an, la moitié relève de blessures musculaires* ».

Ludovic Boulafrad rejoint Amiens Cluster fin 2018. Pendant un an, il développe un démonstrateur d'un dispositif de strapping en textile doté de capteurs.

Objectif : faciliter et accélérer la récupération physique. Le projet connaît un coup de booster en pleine pandémie grâce à une double incubation ; au Vivalley Center (le cluster sport-santé-bien-être d'Eurasanté à Liévin) dès avril, puis au sein d'Euramaterials en septembre. « *En tant que start up, il ne faut pas hésiter à voir large et toquer à toutes les portes* », conseille le quadragénaire.

TRIPLE INCUBÉ

Ludovic Boulafrad reçoit 15 K€ du fonds régional d'innovation fin 2020 pour passer du démonstrateur à la preuve de concept. L'année suivante, il poursuit le développement des capteurs de son textile technique connecté, crée une appli mobile de suivi de performances et lance ses premiers tests avec 22 sportifs de haut niveau. « *Les résultats révèlent un gain important au niveau de la récupération des muscles avec un passage du chaud au froid en 4 secondes, contre 1 minute avec les strappings concurrents* ».

En janvier 2022, sa société Sportopia reçoit le soutien de la Bpi à hauteur de 80 K€ via la bourse French Tech Emergence. « *L'objectif était de valider notre technologie textile et la version autonome de notre dispositif désormais équipé d'une batterie externe et protégé par un brevet* », déroule le fondateur, qui a rejoint Eurasanté au cours de l'année passée. En devenant ainsi l'un des rares — si ce n'est le seul — triple incubé régional. Cette année, Ludovic Boulafrad vise une levée de fonds en deux temps. 500 K€, dans un premier temps, auprès de sportifs professionnels avec qui il entend faire évoluer son dispositif. Avant d'approcher des investisseurs pour sécuriser 1 M€ supplémentaire pour la phase industrielle. L'entrepreneur vise une commercialisation de son kit courant 2024 avec 15 salariés. Il prévoit d'employer une trentaine de personnes pour 12 M€ de ventes (sur un marché évalué à 50 M€) d'ici cinq ans ■ **J.K.**



DE L'ART À L'ENTREPRISE

CÉCILE VAN BOCKSTAËL valorise son expérience de galeriste dans une nouvelle société RH qui s'inspire du processus créatif pour renforcer la cohésion d'équipe.

« Je suis à la marge entre les RH, l'événementiel, le séminaire ou l'accompagnement de consultant ». A 52 ans, Cécile Van Bockstaël démarre une nouvelle carrière d'entrepreneuse puisant dans son expérience : depuis 12 ans, elle dirige la Melting Art Gallery, à Lille. Un lieu privilégié pour décortiquer le processus créatif, très différent d'un artiste à l'autre. Ces singularités sont devenues source d'inspiration pour Cécile Van Bockstaël, qui en a conçu un projet d'entreprise : « Je suis traductrice entre le monde artistique et celui de l'entreprise. En fonction des problématiques, on peut avoir des propositions de process artistiques

différents », explique-t-elle. A la tête de la sarl éponyme « Cécile Van Bockstaël Art et conseil » créée en mai 2022, elle propose des sessions de ressources humaines en atelier, autour de la cohésion d'équipe, de la transformation, de l'écoute active. Des modules vendus autour de 2 000 € la journée.

Illustration : lors d'une session, les membres présents devaient concevoir une boîte, à charge pour eux de choisir leur matériau et les liens pour l'assemblage. Résultat : un effet miroir étonnant, pour telle personne ayant mis sa boîte sous plastique, signe d'étouffement, par exemple. « Pour la moitié des participants, ce travail a permis une révélation de problématique dans laquelle ils étaient noués », décrit la jeune quinquagénaire qui travaille avec un pool d'artistes mais aussi d'ex dirigeants et managers en free lance. Elle a aussi suscité de nombreux appuis. Membre des Femmes Chefs d'entreprises (FCE), de Little Big Women, elle a aussi reçu le coup de pouce de Veuve Cliquot (« Bold women »), avec un court mentorat de



Thierry Landron (Méert).

« Il ne faut pas se sentir seule quand on crée. Quand il y a une occasion, je la saisis », lâche Cécile Van Bockstaël, par ailleurs membre élue à la CCI Grand Lille. La dirigeante espère se financer un salaire d'ici un an ■ **O.D.**

ABONNEZ-VOUS EN LIGNE SUR WWW.ECO121.FR |

TÉLÉ 03 55 33 21 05

Bulletin d'abonnement

OUI, je m'abonne au magazine Éco121 pour une durée de :

- 1 an (10 n°) au prix de **69€**
- 2 ans (20 n°) au prix de **109€**

+ Abonnement multiple : nous consulter (Tél. 03 55 33 21 05)

Règlement

- Par chèque : à l'ordre d'Ecopresse
- Par virement : Banque Caisse d'Épargne LILLE - IBAN : FR76 1627 5006 0008 0003 5417 520

NOM _____ PRÉNOM _____
 SOCIÉTÉ / ORGANISATION _____
 ADRESSE _____
 CODE POSTAL _____
 VILLE _____ TÉL. _____
 E-MAIL _____



éco 121
 ECOPRESSE - PARC RIVÉ
 300 RUE DE LILLE
 59520 MARQUETTE-LEZ-LILLE

LES TROPHÉES DES VAINQUEURS CHANGENT DE MAINS

THIERRY VERSPIEREN aura attendu trois ans pour finaliser et peaufiner la reprise de cette entreprise cambrésienne impactée de plein fouet par la crise sanitaire, mais au fort potentiel.



C'est une opération de transmission qui aurait pu avorter à maintes reprises : Thierry Verspieren vient pourtant de conclure il y a plusieurs semaines la reprise de la société Les Trophées des Vainqueurs, associant au tour de table le jeune directeur général de l'entreprise Alexandre Menerat et le fondateur-cédant, Etienne Delhaize. L'entreprise créée il y a 35 ans conçoit et fabrique des trophées sur mesure, dans son atelier de Cambrai, elle est grossiste et assemble des produits dans son unité de Lezennes, et elle compte une activité de distribution à Gand pour la Belgique. Soit un ensemble de 35 salariés pour 5 M€ de chiffre d'affaires, qui la positionne parmi les gros du secteur en France. Mais on l'a compris, l'activité est entièrement liée à l'événementiel, un secteur mis KO debout par la crise sanitaire. Or Etienne Delhaize, accompagné par le cabinet



Septentrion, avait mis en vente la société tout juste avant la Covid et venait de positionner un jeune directeur général un mois avant le confinement... « Du jour au lendemain, toutes les manifestations sportives et de reconnaissance ont été arrêtées, et le personnel a été mis à l'arrêt pendant un an ! », détaille ce dernier. Une partie du personnel n'a du reste pas supporté cette situation et a quitté l'entreprise, un autre défi lors de la reprise d'activité. Thierry Verspieren, de son côté, connaissait depuis plusieurs années Les Trophées des vainqueurs, en tant que fournisseur de son entreprise familiale Daco (Tourcoing), spécialiste en marque publicitaire d'objets textiles. « J'ai attendu ! De toute façon, aucune

banque n'aurait financé à l'époque », raconte le repreneur, qui aura profité de la longue parenthèse sanitaire pour racheter la société Daco (18 salariés) à son père et se réorganiser.

C'est sur la suggestion du cédant que Thierry Verspieren va finalement associer à son projet de reprise le directeur général, une rencontre validée par l'accompagnement du cabinet Valeurs & Valeur. « Ils nous ont permis de confronter nos ambitions personnelles et professionnelles, et de voir si on était alignés », se félicite Thierry Verspieren. L'encre de la reprise étant signée, l'heure est désormais à la relance. Avec quelques synergies, notamment pour compléter l'offre vers l'univers textile, « mais sans logique de fusion », insiste le dirigeant, qui se dit « totalement sûr sur la reprise du marché ». Il vise notamment un renforcement de l'export, qui représente moins de 10% des ventes aujourd'hui (et vers la Belgique pour l'essentiel), mais qui offre un grand potentiel. Et ce féru d'informatique compte aussi s'attaquer à la digitalisation rapide de l'entreprise, dont le modèle historique s'appuie sur un catalogue adressé aux acteurs du sport et de l'événementiel.

L'objectif de Thierry Verspieren ? « Réussir à donner une perspective européenne aux Trophées des Vainqueurs sur une offre qui la positionne pas seulement sur les trophées, mais sur l'accompagnement d'événements. On doit être très présents dans la tête des organisateurs ! » ■ **O.D.**



De gauche à droite, Etienne Delhaize, Alexandre Menerat et Thierry Verspieren.



NÉGOCE DE L'ACIER : HUON REPRIS PAR DEUX DE SES CADRES



LAURA DUPIRE ET NICOLAS CREQUIT ont repris leur entreprise de négoce de l'acier, mais aussi une autre que Huon venait d'acquérir, également dans le Hainaut-Cambrésis.

Une reprise dans la continuité. Laura Dupire et Nicolas Crequit ont travaillé une dizaine d'années chez Huon avant de racheter l'entreprise créée en 1920. Elle était directrice administrative et financière, lui directeur commercial et de l'exploitation. Jean-Paul Huon, le petit-fils du fondateur, avait décidé de vendre car aucun de ses cinq enfants ne souhaitait reprendre le flambeau. Les discussions ont débuté en 2019.

Mais le Covid est passé par là et l'entreprise, entre temps, a mis la main sur Caffiaux-Debatte Aciers. « Cela a un peu changé la donne, reconnaît Nicolas Crequit. Au lieu de racheter une entreprise, il y en avait désormais deux ! » Pour y parvenir, le duo a créé une holding au nom très rock, « Aciers/DC », accompagnée par Finorpa à hauteur de 600 K€. La BPI et des banques partenaires ont participé au montage financier. Socoda, le groupement d'achat national auquel adhèrent les deux entreprises, les a aussi épaulés.

« La transmission s'est déroulée sans période transitoire », explique Laura Dupire, devenue directrice générale, tandis que son complice prend la présidence de la holding. Huon et Caffiaux sont tous deux spécialistes du négoce d'acier. Le premier, installé à Saint-Amand-les-Eaux, s'adresse à l'industrie. Le second, au Cateau-Cambrésis, travaille avec des spécialistes du bâtiment. Ils sont 47 salariés d'un côté, 16 de l'autre. Cinquante kilomètres séparent ces deux entreprises aux profils complémentaires, mais qui n'ont pas vocation à se rapprocher. « Aucun regroupement n'est envisagé. Les deux entreprises sont dans le même groupe, mais complètement distinctes. Il n'y a pas d'entente, pas de vues sur les stocks respectifs »

ENVOLEE DES MATIÈRES PREMIÈRES

Le chiffre d'affaires 2021-2022 s'élevait à 50 M€ (30-35 M€ pour Huon, 15-20 M€ pour Caffiaux), gonflé par l'envolée du prix des matières premières. « En temps normal, notre chiffre d'affaires est de 30 à 40 M€ », détaille Nicolas Crequit. Les deux entreprises rayonnent dans une zone de chalandise de 150 km. Après le rachat, le duo souhaite poursuivre la stratégie commerciale déjà enclenchée et la politique d'investissements. La marge de manœuvre reste toutefois limitée en raison de la dette du rachat.

Pour marquer la différence, les nouveaux dirigeants entendent se montrer plus vigilant sur les enjeux sociaux. « Etant d'anciens salariés, nous sommes très attentifs à l'humain. C'est au centre de nos réflexions. Le bien-être au travail est extrêmement important. Nous avons par exemple maintenu les accords d'intéressements. Nous allons bientôt renouveler les équipements des magasiniers ou investir dans de nouveaux vestiaires, avec des douches plus grandes et plus modernes. » Les enjeux environnementaux sont aussi pris en compte. Ainsi, toute la force logistique (interne à l'entreprise) est en passe d'être renouvelée avec des camions fonctionnant au bio-carburant. Pour que l'acier ait une touche de vert ■ **Yann Suty**

ACCUEILLIR UN SANS ABRI DANS SON ENTREPRISE: LE PARI DU CŒUR D'HAXONEO



Accueillir un sans-abri, ce n'est pas vraiment le rôle naturel d'une entreprise. Qu'est-ce qui vous a poussé dans cette voie ?

L'idée est venue du groupe Bulteau, où nous étions avant notre récent déménagement, et qui avait mis à disposition un bureau à l'étage, avec un accès fermé. On s'est dit : puisque nous construisons notre nouveau siège et que nous sommes engagés dans une démarche RSE très affirmée, c'est l'occasion. Notre dispositif est plus intrusif puisqu'on donne vraiment les clés d'un bureau au sein même de l'entreprise. Est-ce que c'est la vocation ou non d'une entreprise ? La responsabilité sociétale, c'est de contribuer. Avec le télétravail, beaucoup de bureaux sont vides 80% du temps... On avait rencontré les Bureaux du cœur il y a deux ans, on a beaucoup travaillé sur le bien-être des salariés en interne, on a aussi réfléchi au bien-être externe.

Comment ce projet a-t-il été reçu par vos équipes ?

Je ne m'attendais pas à une telle effervescence, un tel engouement. Je sens une vraie fierté. On parle beaucoup de RSE, mais là c'est très concret, avec une vraie personne.

La remise des clés à Alain (en T-shirt blanc), en présence notamment de Nicolas Paquet (à sa droite) et Anaïs Dreesen, coordinatrice des Bureaux du cœur à Lille (première à gauche)

Qui est-ce ?

C'est Alain, 62 ans, qui travaillait dans la sécurité en Belgique, avec un salaire confortable. Mais depuis dix huit mois, il vivait dans la rue. Depuis un mois que nous l'avons dans l'entreprise, ça m'a donné une claque, ça m'a pas mal chamboulé. Au début, il était hyper-fermé, parce qu'en un an et demi, il se faisait hurler dessus pour partir des endroits où il s'était installé. Il est venu à l'inauguration de nos locaux. Maintenant, il a le sourire.

L'initiative est pour le moins originale : Depuis la mi-juin, Haxoneo accueille dans ses tout nouveaux locaux de Wambrechies un sans abri, dans le cadre de l'association Les Bureaux du cœur. Son dirigeant Nicolas Paquet nous explique le sens de cette initiative.

Quelles sont les modalités de mise à disposition de ce lieu ?

Les modalités sont définies par l'association les Bureaux du cœur. Il faut une cuisine, une douche et un espace où dormir. On lui a dédié un bureau en trop où nous avons installé un lit. La règle est que la personne est là seulement à partir de 18h le soir et jusqu'à 9 h le matin. Au début, il partait plutôt vers 7h-7h30, par discrétion, aujourd'hui il reste un peu plus et prend le café avec nous : de cette façon, ce n'est pas un fantôme. Le délai est de 3 à 6 mois, avec un vrai maximum. Les personnes sont sélectionnées par l'association, qui s'assure qu'il n'y a pas d'addiction, d'animal de compagnie, et que la personne est dans l'état d'esprit de s'en sortir. C'est tellement le cas d'Alain qu'il vient de trouver un emploi et peut-être même un logement pour la rentrée (entretien réalisé mi juillet) ! ■ Olivier Ducuing

HAXONEO AUJOURD'HUI

Haxoneo est un spécialiste du groupement d'achat pour les entreprises, créé par Nicolas Paquet et Rémi Lefèvre, et rejointe depuis par Bulteau Développement. Elle compte pas moins de 15 000 adhérents pour un chiffre d'affaires de 4 M€ avec l'objectif des 10 M€ à horizon 2027.

L'un des axes de développement de l'entreprise est son déploiement territorial. Déjà présente notamment à Vannes, elle entend s'implanter à Toulouse, Lyon, Marseille, Bordeaux, puis Paris et Strasbourg.



**Investir dans
les STARTUPS,
les PME et les ETI**

**Accompagner
les ambitions
et accélérer les
transformations**

S'engager pour l'entreprise, c'est s'engager pour la société et le territoire.

L'échange, le partage, l'écoute, l'intelligence et l'expérience sont les clés d'une bonne gouvernance qui fera naître les innovations et les adaptations nécessaires à la croissance des entreprises.

IRD INVEST donne les moyens à celles et ceux qui portent des projets et des entreprises en investissant à leurs côtés.

L'objectif : créer de la valeur durable pour les entreprises, les actionnaires, les salariés et le territoire.

**4 VÉHICULES D'INVESTISSEMENT
POUR TOUS LES STADES DE MATURITÉ DE L'ENTREPRISE
TPE / PME / ETI**

↓

**NORD
CRÉATION**
STARTUP/PME

↓

**NORD
CROISSANCE**
PME

↓

**IRD
ENTREPRENEURS**
PME/ETI

↓

FE2T
PME/ETI

IRD INVEST

40 rue Eugène Jacquet 59700 Marcq en Barœul

+33 3 59 30 20 04

contact@ird-invest.com

www.ird-invest.fr

Depuis sa création en 2019, plus de 1 100 entreprises ont adopté la qualité de société à mission. Défini dans ses statuts par une raison d'être en lien avec ses activités puis décliné en objectifs statutaires et opérationnels, ce nouveau modèle permet à l'entreprise de guider son projet stratégique à travers un fil rouge vertueux. Les premiers retours d'expérience commencent à arriver, et le premier bilan, analysé par KPMG en partenariat avec l'Observatoire des Sociétés à Mission, permet déjà d'identifier les premières tendances d'un modèle mettant la mission au cœur du modèle d'affaires de l'entreprise.

Dans un contexte général de perte de sens...

Un nouveau paradigme émerge avec la prédominance des enjeux sociaux et environnementaux dans nos choix et la perte de la centralité du travail dans nos vies. Le modèle d'entreprise conventionnel est de plus en plus re-



“CE NOUVEAU MODÈLE PERMET À L'ENTREPRISE DE GUIDER SON PROJET STRATÉGIQUE À TRAVERS UN FIL ROUGE VERTUEUX”

ELSA LEFRANCO ET LÉO ANIESA
KPMG

LA MISSION, BOUSSOLE POUR LES ENTREPRISES, FACTEUR D'ENGAGEMENT POUR LES COLLABORATEURS

questionné que ce soit à l'externe par des pressions de la société civile ou des clients et à l'interne par des salariés désengagés, démotivés. La grande démission, le « quiet quitting » en sont des témoins. Le flou sur le projet d'entreprise et la perte d'un cap commun motivant, engagé et porteur de sens en sont l'une des causes. Ces nouvelles pressions doivent servir de tremplin vers un nouveau cap. Il s'agit d'une question de viabilité à long terme pour bon nombre d'acteurs économiques qui peinent à répondre aux exigences de leurs parties prenantes.

...une mission pour mieux fédérer

Définir son cap, c'est définir sa mission. La raison d'être devient la boussole guidant le projet d'entreprise et permettant de mettre le modèle d'affaires au service d'un impact positif. Le développement de cette intention se retrouve dans les objectifs statutaires puis opérationnels. Cette grande démarche de société à mission permet notamment d'associer les collaborateurs au projet d'entreprise en donnant un sens et un cap clair au collectif. Les parties prenantes externes, par leur intégration dans la démarche ou dans un comité de mission sont aussi embarquées dans ce projet commun et ce nouvel horizon d'entreprise.

Le sens portera-t-il aussi l'impact ?

Redonner du sens est un enjeu vital pour les entreprises, mais ce n'est pas toujours suffisant pour faire face aux défis environnementaux et sociaux devant nous. La société à mission à vocation à transformer tout le modèle d'affaires de l'entreprise. Or, d'après notre observatoire, ce sont 40% des sociétés à mission qui possèdent des objectifs considérés comme cœur d'activité, soit en pleine concordance avec le champ de l'entreprise ■

REBECCA FRAY

CONSULTANTE ET COACH PROFESSIONNELLE QUINTESENS

RIRE & PLAISIR : LE COMBO GAGNANT POUR S'ÉPANOUIR AU TRAVAIL

Le monde professionnel peut rapidement devenir stressant et monotone.

Des journées interminables, des deadlines serrées et des pressions constantes peuvent rapidement nous épuiser et nous démotiver. Intégrer le rire et le plaisir dans notre quotidien professionnel transforme notre environnement de travail en un lieu plus agréable et propice à notre épanouissement professionnel. Leurs bienfaits en sont multiples :

Le rire est un excellent moyen de réduire le stress et l'anxiété. En riant, notre cerveau libère les endorphines, des hormones du bonheur, qui peuvent aider à diminuer les niveaux de cortisol, l'hormone du stress. En favorisant le plaisir et le rire au travail, nous pouvons ainsi créer un environnement plus détendu.

Le rire et le plaisir constituent des liens sociaux puissants. En partageant des moments de joie avec nos collègues, nous renforçons les liens entre les membres de l'équipe. Le rire au travail favorise la cohésion et la collaboration, ce qui améliore la communication. Des études ont montré que le plaisir et

le rire au travail augmentent la productivité et la créativité des collaborateurs. Lorsque nous nous amusons, notre cerveau se libère des contraintes et peut penser de manière plus flexible. En intégrant des éléments ludiques et humoristiques dans notre travail, nous pouvons stimuler notre esprit et générer de nouvelles idées.

Mais comment intégrer le rire et le plaisir dans notre quotidien professionnel ?

En créant un environnement plaisant : adopter une attitude positive, encourager le partage et la valorisation



“A VOS MARQUES, PRÊTS, RIEZ !”

des idées favorise l'ouverture et l'honnêteté dans les échanges.

En encourageant l'humour au travail : encourager l'utilisation de l'humour léger et approprié dans son équipe permet de détendre l'atmosphère.

En récompensant les succès : célébrer les réussites individuelles et collectives, reconnaître les accomplissements renforce la motivation et le plaisir au travail.

En favorisant un équilibre: entretenir un équilibre entre travail et vie personnelle en organisant des activités en dehors du bureau permet de se détendre, de se ressourcer et de développer des liens plus forts.

Le rire et le plaisir sont les meilleurs alliés pour nous épanouir pleinement au travail. Ne craignons donc pas de lâcher prise, de laisser éclater notre rire contagieux dans nos bureaux et voyons à quel point cela peut avoir un impact positif sur notre bien-être et notre réussite professionnelle. Alors, souriez, riez et propagez cette bonne humeur contagieuse autour de vous. A vos marques, prêts, riez ! ■

DELPHINE NOWAK
AVOCAT ASSOCIÉ BIGNON LEBRAY

UN IMMEUBLE PEUT-IL ÊTRE DÉMOLI EN RAISON DE TRAVAUX NON CONFORMES ?

Le contexte : une construction confiée par un maître d'ouvrage à une entreprise. Les travaux sont réalisés mais affectés de non-conformités confirmées par un expert judiciaire.

Quelles peuvent être les demandes du maître d'ouvrage ? Soit des dommages et intérêts, soit une demande de réalisation de travaux conformes ou une demande de démolition-reconstruction. Quelle peut être la réponse apportée par le tribunal ? Le principe est la réparation intégrale du préjudice sans perte ni profit. L'idée est de rétablir le demandeur dans ses droits sans le léser, ni le favoriser.

Dans un arrêt du 17/11/2021, la Cour de Cassation a considéré que si les défauts de conformité sont dénués de gravité et n'engagent aucune conséquence dommageable, il n'y a pas lieu à démolition-reconstruction (3e civ 17.11.2021 n° 20-17.218)

Ultérieurement, dans un arrêt du 13/07/2022, la Cour a rejeté une demande de démolition-reconstruction dans un lotissement pour non-respect du cahier des charges. L'immeuble avait été construit dans l'esprit du règlement du lotissement et n'occasionnait aucune perte de vue ni aucun vis-à-vis (3e civ 13.07.2022 n° 21-16.407).

La Cour de cassation a considéré qu'il existait une disproportion manifeste entre le coût de la démolition et l'intérêt pour le créancier. La violation du cahier des charges ne pouvant donner lieu qu'à des dommages et intérêts.

Enfin récemment, dans un arrêt du 6/07/2023, la même chambre rappelle ce principe de proportionnalité (3e civ 06.07.2023 n° 22-10.884). La non-conformité consistait ici en une différence de hauteur sous plafond de 2,48m au lieu de 2,53m au rez de chaussée et 2,20m à 2,22m au lieu de 2,50m à l'étage. La Cour d'appel avait fait droit à la demande de démolition. La Cour de cassation casse cet arrêt pour ne pas avoir recherché s'il n'existe pas une disproportion manifeste entre son coût pour le débiteur de bonne foi et son intérêt pour le créancier au regard des conséquences des non-conformités constatées.

Si disproportion manifeste il y a, il ne peut qu'être alloué des dommages et intérêts.

En d'autres termes, ici, à combien se chiffre un préjudice découlant de quelques centimètres de différence de hauteur sous plafond ? Certainement pas en tous cas, à la démolition-reconstruction de l'immeuble.

Il faut se réjouir de telles décisions de justice empreintes de bon sens et de réalisme quant à la préservation des droits de chacun ■



"LE PRINCIPE EST LA RÉPARATION INTÉGRALE DU PRÉJUDICE SANS PERTE NI PROFIT"

BRUNO PLATEL
AVOCAT ASSOCIÉ CAPSTAN AVOCATS

RUPTURE CONVENTIONNELLE : LE NOUVEAU RÉGIME APPLICABLE AU 1ER SEPTEMBRE 2023

Mode de rupture par nature aujourd'hui très largement utilisée dans les entreprises, la rupture conventionnelle du contrat de travail donnait lieu dès son origine à un traitement social et fiscal spécifique.

Exonérée d'un point de vue social et fiscal dans des conditions identiques à celles applicables aux licenciements, l'indemnité de rupture conventionnelle était jusqu'ici assujettie au forfait social au taux de 20% pour la part de l'indemnité dépassant le montant de l'indemnité légale ou conventionnelle de licenciement.

Ce régime connaît une limitation importante pour les salariés dont la rupture conventionnelle du contrat de travail intervenait à une date où le salarié était susceptible de liquider ses droits à la retraite (quand bien il ne remplit pas

les conditions pour bénéficier d'une retraite à taux plein). Dans cette hypothèse, l'indemnité de rupture conventionnelle est assujettie à impôt sur le revenu et à cotisations patronales et salariales dès le premier euro.

Le Gouvernement a considéré que l'économie de ce régime pouvait conduire à un recours accru à des ruptures conventionnelles avant cette échéance.

C'est dans ces conditions que la loi du 14 avril 2023 de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2023 unifie le régime de l'indemnité de rupture



"LA LOI UNIFIE LE RÉGIME DE L'INDEMNITÉ DE RUPTURE CONVENTIONNELLE INDIVIDUELLE POUR LES RUPTURES DE CONTRAT DE TRAVAIL INTERVENANT À PARTIR DU 1ER SEPTEMBRE"

conventionnelle individuelle pour les ruptures de contrat intervenant à compter du 1er septembre 2023 selon les modalités suivantes :

- l'indemnité de rupture conventionnelle est exonérée de cotisations sociales et de CSG/CRDS dans les limites prévues par la législation sociale, y compris si le salarié est en droit de bénéficier d'une pension de vieillesse d'un régime légalement obligatoire.
- le forfait social de 20 % est remplacé par une contribution patronale spécifique (au profit de la CNAV) égale à 30 % des dites sommes.

Dans une mise à jour du 16 août dernier, le BOSS a précisé que ce nouveau régime s'applique aux indemnités versées au titre de la rupture d'un contrat de travail dont le terme est postérieur au 31 août 2023, quelles que soient la date de signature de la rupture conventionnelle ou celle de son homologation par la DRIEETS ■



NOTES RUSSO-NORVÉGIENNES

Tel est le programme de l'Orchestre national de Lille pour son concert d'ouverture de saison. Avec Alexandre Bloch à la direction et Alice Sara Ott au piano, les musiciens interpréteront au Nouveau Siècle le Concerto pour piano d'Edvard Grieg et la Symphonie n°5 de Tchaïkovski.

Les 28 et 29 septembre à 20h

Au Nouveau Siècle

Le 30 septembre, à 20h, à la Cité de la Musique de Soissons (Festival de Laon)

Info et billetterie : www.onlille.com

03 20 12 82 40

©ONL

©©©Felix Brecht



SOLISTES DE RENOM

L'orchestre Les Siècles, en résidence à l'Atelier Lyrique de Tourcoing, ouvrira la saison de l'association fin septembre au théâtre Raymond Devos. Au menu : une liaison entre les œuvres de Mozart et celles du compositeur roumain György Ligeti. L'orchestre sera accompagné sur scène par solistes de scène internationale, Isabelle Faust au violon et Alexander Melnikov au piano.

22 septembre à 20h30

Au théâtre Raymond Devos

Gratuit - Réservation conseillée

www.atelierlyriquedetourcoing.fr

STABAT MATER À MAUBEUGE

Avec la complicité du directeur musical Simon-Pierre Bestion, la metteuse en scène Maëlle Dequiedt s'empare de la partition Stabat Mater de Domenico Scarlatti pour dix voix encore jamais mise en scène. Un spectacle musical, visuel et chanté autour de cet hymne religieux racontant la souffrance de Marie au pied de la croix.

28 septembre à 20h

A l'Atelier Renaissance à Maubeuge

10€

Info et réservation sur www.lephenix.fr



GERMAINE RICHIER AU DONJON DE VEZ

Après un passage au Centre Pompidou, une quinzaine d'œuvres iconiques de la sculptrice française Germaine Richier s'expose actuellement dans le haut-lieu de l'histoire du Valois, le Donjon de Vez, dans l'Oise. Questionnant le rapport de l'Homme à la nature et au vivant. Formée à la tradition de la statuaire en bronze d'Auguste Rodin et d'Antoine Bourdelle, Germaine Richier a été la première femme à être exposée au Musée national d'art moderne de son vivant en 1956.

A découvrir jusqu'au 29 octobre

De 14h à 18h. Tous les jours jusqu'au 30 septembre puis les week-ends en octobre

10€

www.donjondevez.com

PATRIMOINE DE VERRE

A l'occasion de la 40e édition des Journées du Patrimoine, l'artiste français Guillaume Bottazzi installera, du nord et sud du pays, une quarantaine de ses sculptures en verre. Des œuvres environnementales créées en Europe, aux Etats-Unis, en Chine ou encore au Japon. En région, direction le Domaine des Diamants Blancs, à proximité de la Villa Cavois à Croix, pour observer une sculpture de 3 mètres de haut réalisée en émail.

Du 15 au 17 septembre

14 bis avenue Winston Churchill, Croix

03 67 18 17 32



©Guillaume Bottazzi



© Yann Monel

CHAGALL, LE RETOUR

Le musée La Piscine de Roubaix invite pour la quatrième fois le peintre biélorusse Marc Chagall pour une expo se présentant comme un Cri de liberté. L'occasion de découvrir des œuvres témoins des événements historiques auxquels l'artiste a assisté et participé. La sélection constitue, selon le musée, la première lecture complète des travaux de Chagall sous l'angle des prises de position et de l'engagement.

A partir du 7 octobre. Fermé le lundi
11€/9€

www.roubaix-lapiscine.com - 03 20 69 23 60



Le goût d'ÉCO121

COMME TOUS LES MOIS, **DIDIER NICOLAS** POSE SON REGARD INDÉPENDANT SUR UN ÉTABLISSEMENT DE LA RÉGION. CE MOIS-CI, **LE GABO, À TOURCOING.**



Le Gabo, des ambitions et des faiblesses, au cœur de Plaine Images

Dans cet îlot industriel en réhabilitation, fermé sur lui-même, qui abrite (ou cache, devrait-on dire) plusieurs entreprises employant quelque 2 000 salariés ou plus dans les métiers de l'image, le jeune et sympathique Lucas Gabrowski est venu nicher, en avril, sa première expérience à son compte. L'adaptation du lieu en restaurant a été confiée à l'architecte d'intérieur Sacha Guizet. Ce n'était pas chose aisée dans un lieu aussi brut, une ancienne chaufferie, fait de piliers de béton massif dont la destination n'y invitait guère. L'insertion d'éléments de mobilier moderne, bien conçus, d'une apparente simplicité, faite de bois et de béton lisses, comme les banquettes, tables ovales ou carrées, le bar lumineux, n'est pas forcée, le geste architectural outrancier a été évité pour donner un esprit loft de bon goût ; ce pari-là est réussi.

Après un apprentissage au lycée hôtelier d'Orchies, le chef de 25 ans est déjà passé dans plusieurs établissements : l'Ermitage gantois, les Gourmets de Marcq, le Nomos et le Neso à Paris de Guillaume Sanchez, ancien participant à l'émission Top Chef.

Au déjeuner, il propose un menu, renouvelé tous les 3 jours à 29 € en 3 services, composé de 2 entrées (haddock, yaourt, radis ou betteraves, sarrasin œuf de poisson, crème) et 3 plats (carré de porcelet, mousse de pommes de terre, sauce verte, ou gnocchis, herbes, feta par exemple).

Le soir est à la formule « Finger food » qui propose une dizaine de plats qui ne se mangent pas avec les doigts et contiennent tous un composant étranger : caviar d'aubergine sel viking, asperges vertes stracciatella, yaourt grec betterave épices zaatar, burrata pesto de roquette, tenders marins mayo iodée, gyoza poulet sauce chimichurri, kefta bœuf au BBQ, fougasse pastrami cheddar, poulpe pimento patate douce ; à cela s'ajoutent trois desserts.

L'accueil et le service sont agréables, et l'ambition forte. « *La cuisine du Gabo s'oriente vers une réinterprétation contemporaine de la gastronomie française. Mélange esthétique puissant, inspiration sans cesse en mouvement, le Gabo étend l'expérience culinaire à travers une carte courte où l'on ne s'ennuie pas* », pouvons-nous

LE GABO
Ouvert lundi-samedi
de 12h à 15h
Jeudi-samedi 17h-23h
99A bd Constantin Descat
59200 Tourcoing
Tél 09 79 50 13 34
www.restaurant-gabo.com



lire sur le site, probablement rédigé par un « communicant ». Pourtant, lors de notre visite, nous avons trouvé dans chaque plat des cuissons mal maîtrisées, (poulpe, kefta, tenders), des associations qui desservent certains produits excellents comme le pastrami (bœuf saumuré), égaré dans un pastiche de croque-monsieur, des légumes (betteraves) ayant perdu leur goût typique, des sauces sans caractère malgré des noms exotiques qui font chanter la ligne. Nous sommes certainement tombés un mauvais jour... où la technique était défaillante pour soutenir le désir d'innovation, en dépit de la bonne volonté.

Bonnes bières artisanales à la pompe : Mongy, Moulin d'Ascq, Pin Pon, Poule mouillée, Cadette. **Didier Nicolas**



ACCORDER AMBITION ET ALTRUISME.

**PARADOXAL,
VRAIMENT ?**

Pas vraiment selon le dernier baromètre de l'EDHEC NewGen Centre : **8 étudiants sur 10 en école de management choisiront leur futur emploi en fonction de son impact sociétal.** Ce centre d'expertise interroge chaque année plusieurs milliers d'étudiants et suit au plus près les aspirations professionnelles des jeunes générations. L'EDHEC est ainsi idéalement positionnée pour accompagner au mieux les talents de demain, ce que le Financial Times n'a pas manqué de souligner en la classant **n°1 en France pour son accompagnement carrière.**

*Make an impact**

*Agissez sur le monde.



BESOIN D'UN NOUVEAU VÉHICULE PRO ?



SIMPLIFIEZ VOTRE MOBILITÉ AVEC LA LLD.

LOCATION LONGUE DURÉE :
VÉHICULES, FINANCEMENT, SERVICES
ET CONSEILS INTÉGRÉS.

AGIR CHAQUE JOUR DANS VOTRE INTÉRÊT
ET CELUI DE LA SOCIÉTÉ

Agilauto
L'AUTO EN MODE AGILE



NORD DE FRANCE
ENTREPRISES

Agilauto est une marque de CA Consumer Finance. L'offre de Location Longue Durée (LLD) Agilauto est commercialisée par CA Mobility et distribuée par CA Consumer Finance et CA Leasing & Factoring. Offre de Location Longue Durée réservée aux professionnels sous réserve d'acceptation par CA Mobility SAS au capital de 21000000€, 1 Rue Victor Basch - CS 70005 - 91098 MASSY Cedex, 012 479 133 RCS Evry, Intermédiaire d'assurance inscrit à l'ORIAS sous le N°21.007.794 (www.orias.fr). Entretien et Frais d'entretien: 0,80€ TTC. Assurance: 178 461 890 et leur Assurance RCS Nanterre 327 082 335. Assistance Dépannage et le Véhicule de Remplacement: EURO ASSISTANCE, RCS Nanterre 451 266 405. L'assurance Porte Filippière (et l'assurance IARD): PACIFICA SA, RCS Paris 352 258 965. Tous vos contacts en lien avec un conseiller AGILAUTO. La LLD ne peut être souscrite qu'après l'un conseil AGILAUTO. Nous n'évaluons pas le besoin de conclure une opération de crédit pour Crédit Agricole Consumer Finance. Crédit Agricole Consumer Finance, Société coopérative à capital variable, agréé en tant qu'établissement de crédit, dont le siège social est : 30 Avenue Foch - BP 308, 93020 La Courneuve Cedex, 440 674 059 RCS LILLE METROPOLE. Société de courtage d'assurance immatriculée au registre unique des intermédiaires en assurance, banque et finance (ORIAS) sous le N° 07 035 406 (www.orias.fr). © Crédit photo: (Stock: Février 2022 - N°) : 2304CT04